



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
3 mai 2007
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 61 a) de la liste préliminaire*
Activités opérationnelles de développement :
activités opérationnelles de développement
du système des Nations Unies

Conseil économique et social
Session de fond de 2007
Genève, 2-27 juillet 2007
Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire**
Activités opérationnelles du système
des Nations Unies au service
de la coopération internationale pour
le développement : suite donnée aux
recommandations de politique générale
de l'Assemblée générale et du Conseil

Analyse statistique globale du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général***

Résumé

Le présent rapport, établi en collaboration avec les organismes du système des Nations Unies, est présenté comme suite aux résolutions 35/81 et 59/250 de l'Assemblée générale, dans lesquelles l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'améliorer le recueil annuel de statistiques des activités opérationnelles établi pour le débat du Conseil économique et social en y ajoutant une perspective pluriannuelle, et en intégrant l'information et les statistiques disponibles. Il fait également suite au paragraphe 11 de la résolution 2006/14 du Conseil économique et social, dans lequel le Conseil a prié le Secrétaire général d'affiner encore les données contenues dans ce rapport pour que l'évolution du financement des activités de développement et des activités humanitaires des organismes des Nations Unies soit plus compréhensible, notamment en faisant mieux la distinction entre les contributions au titre de l'aide humanitaire et les contributions au titre de la coopération pour le développement à

* A/62/50.

** E/2007/100.

*** La présentation du présent rapport a été retardée par la tenue de consultations approfondies avec diverses organisations.



long terme. Il vient compléter le rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal des activités opérationnelles(A/62/73-E/2007/52).

L'ensemble des données prises en considération et leur analyse ont été encore améliorées grâce aux mesures suivantes : désagrégation plus poussée; rapprochement des différences entre les estimations de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions aux organismes des Nations Unies; inclusion des activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; analyse élargie de l'aide humanitaire. Le rapport recommande également de créer un système global et viable de collecte et de publication de données financières pour les activités opérationnelles du système des Nations Unies.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1-2	5
II. Contributions	4-19	5
III. Harmonisation des données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions versées aux organismes des Nations Unies	20-37	16
IV. Dépenses	38-54	21
V. L'aide humanitaire dans le contexte des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies	55-89	28
VI. Vers un système complet et viable de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles des Nations Unies	90-95	40
Annexes		
I. Liste des pays les moins avancés, par région		42
II. Liste des pays ou territoires, par région.		43
III. Liste des pays ou territoires, par catégorie de revenu.		45
IV. Sigles		48
V. Note technique sur les sources et la couverture statistique		50
VI. Tableaux des contributions et des dépenses		51
Liste des tableaux et figures		
Tableaux		
1. Contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2001-2005		6
2. 10 principaux pays contributeurs : 2005		9
3. 10 principaux pays donateurs en pourcentage de leur revenu national brut : 2005		9
4. Pays n'appartenant pas au Comité d'aide au développement et ayant versé des contributions aux organismes des Nations Unies : 2005		10
5. Contributions versées au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2005		11
6. Contributions aux ressources de base et aux autres ressources des organismes des Nations Unies : 2001-2005.		13
7. Contributions aux ressources de base des organismes des Nations Unies : 2001-2005.		14
8. Ressources de base, en pourcentage des contributions totales, par organisme : 2001-2005		15

9.	Rapprochement partiel des données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les contributions versées aux organismes des Nations Unies : 2005 . . .	19
10.	Contributions aux activités opérationnelles : 1994-1995 et 2001-2005 selon les définitions de l'ONU et du CAD	20
11.	Montant total des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2001-2005	21
12.	Les 10 premiers bénéficiaires des dépenses des organismes des Nations Unies, en pourcentage de leur revenu national brut : 2005	23
13.	Dépenses, par habitant, engagées par les organismes des Nations Unies : les 10 premiers pays bénéficiaires en 2005	23
14.	Répartition des dépenses, par région : 2001-2005	24
15.	Dépenses engagées entre 2001 et 2005 dans les pays les moins avancés par rapport au montant total des dépenses au titre des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, par organisme	26
16.	Contributions humanitaires	30
17.	Dépenses humanitaires	31
18.	Domaines de l'aide humanitaire signalés par les organismes des Nations Unies	36
19.	Financement mondial des opérations humanitaires : 2003-2005	37
20.	Appels globaux en 2004 et 2005	39

Figures

1.	Part des contributions versées aux organismes des Nations Unies : 2001 et 2005	7
2.	Contributions versées aux organismes des Nations Unies : 2001-2005	8
3.	Contributions versées au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2005	12
4.	Contributions aux ressources de base et part du montant total des ressources : 2001-2005	14
5.	Contributions aux ressources de base en pourcentage du total des contributions, par entité : 2001-2005	15
6.	Montant des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2001-2005	22
7.	Répartition régionale des dépenses engagées pour les activités opérationnelles : 2001 et 2005	24
8.	Répartition, par région, des dépenses, par habitant : 2005	25
9.	Dépenses engagées dans les pays les moins avancés par rapport au montant total des dépenses au titre des activités opérationnelles de développement, par les organismes, fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies	27

I. Introduction

1. Dans ses résolutions 35/81 et 59/250, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'améliorer le recueil annuel de statistiques des activités opérationnelles établi pour le débat du Conseil économique et social en y ajoutant une perspective pluriannuelle, et en intégrant l'information et les statistiques disponibles. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 2006/14, a demandé que les données contenues dans ce rapport soient affinées encore pour que l'évolution du financement des activités de développement et des activités humanitaires des organismes des Nations Unies soit plus compréhensible et que la distinction entre les contributions au titre de l'aide humanitaire et les contributions au titre de la coopération pour le développement à long terme soit plus claire. Le présent rapport complète le rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal des activités opérationnelles (A/62/73-E/2007/52).

2. L'ensemble des données prises en considération et leur analyse ont été encore améliorés grâce aux mesures suivantes : désagrégation plus poussée; rapprochement des différences entre les estimations de l'ONU et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions aux organismes des Nations Unies; inclusion des activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; analyse élargie de l'aide humanitaire.

3. Le rapport comprend six sections. La section I est l'introduction; la section II analyse l'évolution générale des contributions, ainsi que celle des ressources de base et autres ressources; la section III explique les différences entre les estimations établies par l'ONU et celles établies par le Comité d'aide au développement de l'OCDE concernant les contributions aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles; la section IV analyse l'évolution générale des dépenses; la section V présente un profil détaillé du travail humanitaire des organismes des Nations Unies et analyse les contributions et les dépenses correspondantes, sur la base d'un questionnaire conjoint du Département des affaires économiques et sociales et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires distribué à toutes les entités; et la section VI examine ce qui a été accompli à ce jour et recommande que soit mis en place un système global et viable de collecte et de publication de données financières sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies.

II. Contributions

4. Le montant total des contributions reçues par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles a atteint 15,5 milliards de dollars en 2005 (voir tableau 1).

Tableau 1
**Contributions versées aux organismes des Nations Unies
au titre des activités opérationnelles : 2001-2005**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

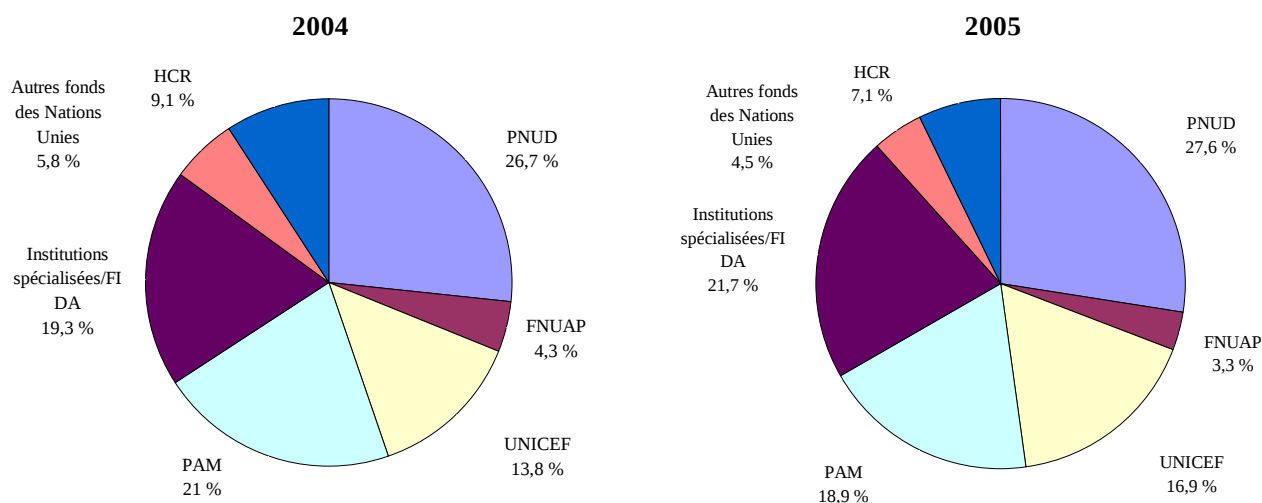
	2001	2002	2003	2004	2005	Variation entre 2004 et 2005	Variation annuelle moyenne entre 2001 et 2005
	(En pourcentage)						
PNUD	2 286	2 441	2 863	3 796	4 295	13,1	17,1
FNUAP	364	339	374	425	505	18,8	8,6
UNICEF	1 180	1 399	1 688	1 969	2 626	33,4	22,1
PAM	1 794	1 907	2 820	3 116	2 940	(5,7)	13,1
HCR	779	816	929	962	1 096	13,9	8,9
Institutions spécialisées et FIDA	1 655	1 531	2 179	2 438	3 376	38,5	19,5
Autres fonds et programmes	496	521	569	530	699	31,8	9,0
Total des contributions	8 554	8 954	11 422	13 237	15 537	17,4	16,1
Total des contributions (en millions de dollars constants des États-Unis de 2004)^a	11 089	11 132	12 461	13 237	15 254	15,2	8,3

^a Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

5. En 2005, les contributions ont connu une hausse prononcée représentant, en valeur nominale, une augmentation de 17,4 % par rapport aux contributions reçues en 2004 et une augmentation annuelle moyenne de 16,1 % par rapport à 2001. Si l'on tient compte de l'inflation et des fluctuations des taux de change, la hausse réelle par rapport à 2004 a été légèrement moins forte (15,2 %) et la hausse moyenne annuelle en termes réels n'a été que de 8,3 % par rapport à 2001. En valeur réelle, l'augmentation constatée entre 2004 et 2005 a été plus de deux fois supérieure à l'augmentation moyenne au cours des cinq dernières années. Le tableau 1 décrit les évolutions en valeur nominale, mais tous les fonds et institutions présentent une augmentation en valeur réelle entre 2001 et 2005. Par ailleurs, à l'exception du Programme alimentaire mondial (PAM), tous les fonds et programmes ont connu une augmentation réelle supérieure à la moyenne entre 2004 et 2005 par rapport aux cinq dernières années.

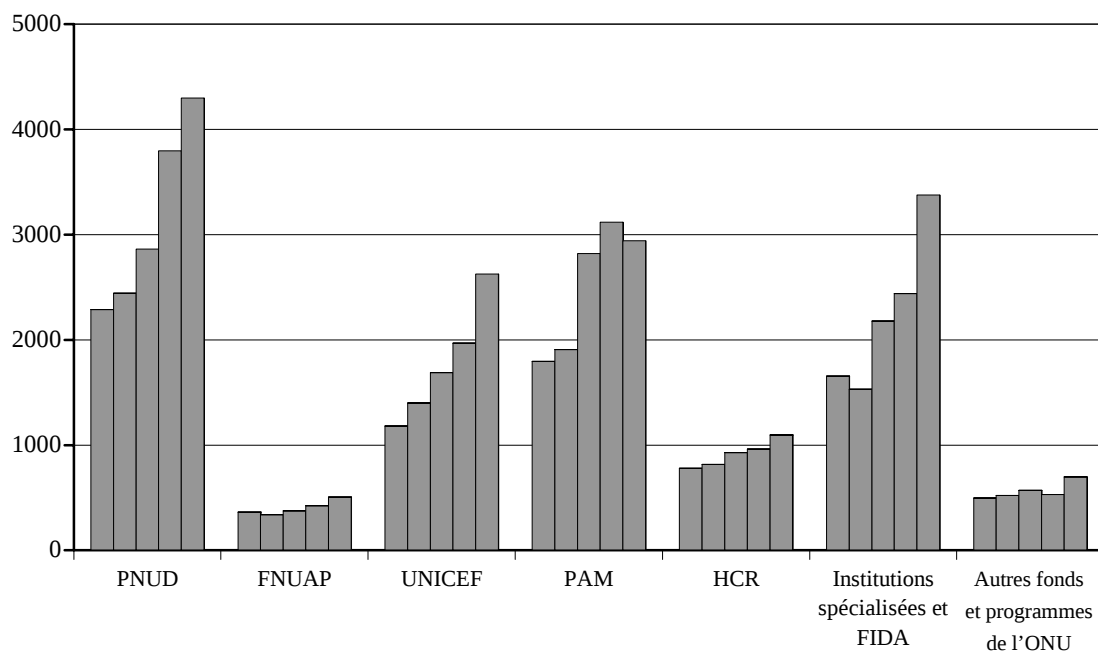
6. Trois organismes, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), représentaient à eux seuls 61,5 % du montant total des contributions en 2001 et leur part est passée à 63,4 % en 2005 (voir fig. 1). Le PNUD a bénéficié des contributions les plus importantes et représente actuellement 27,6 % du total, tandis que la part de l'UNICEF a connu la plus forte augmentation, passant de 13,8 % en 2001 à 16,9 % en 2005.

Figure 1
Part des contributions versées aux organismes des Nations Unies : 2001 et 2005



7. La figure 2 illustre clairement l'évolution du financement des différents organismes ainsi que les différences qui existent entre eux. Le PNUD, qui est le plus grand organisme des Nations Unies, l'UNICEF et l'ensemble des institutions spécialisées se sont considérablement développés depuis 2001. L'augmentation du financement du HCR et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) est restée modeste. La figure met également en lumière des écarts importants entre la taille des budgets et des programmes des différents organismes. La situation apparaît sous un jour très différent si l'on analyse les contributions de base.

Figure 2
Contributions versées aux organismes des Nations Unies : 2001-2005
(En millions de dollars des États-Unis courants)



8. Les tableaux 2 et 3 recensent les 10 principaux pays contributeurs en 2005 en termes de contribution totale aux organismes des Nations Unies et de pourcentage de leur revenu national brut (RNB) alloué. Les États-Unis ont été le plus gros contributeur avec 2,6 milliards de dollars, tandis que la Norvège a affecté un pourcentage plus élevé de son RNB (0,32 %) que les autres États. Cinq pays, à savoir la Norvège, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas et le Canada, figurent dans les deux tableaux, ce qui reflète à la fois un montant absolu élevé et des contributions élevées par rapport à leur revenu national.

Tableau 2
10 principaux pays contributeurs : 2005

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
1	États-Unis	2 607
2	Royaume-Uni	1 051
3	Japon	911
4	Pays-Bas	788
5	Norvège	759
6	Suède	710
7	Canada	674
8	Allemagne	472
9	Italie	383
10	Danemark	340

Tableau 3
10 principaux pays donateurs en pourcentage de leur revenu national brut : 2005

(En pourcentage du RNB)

<i>Rang</i>	<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
1	Norvège	0,32
2	Luxembourg	0,27
3	Suède	0,22
4	Danemark	0,15
5	Pays-Bas	0,15
6	Finlande	0,09
7	Irlande	0,08
8	Canada	0,07
9	Nouvelle-Zélande	0,06
10	Suisse	0,05

Donateurs n'appartenant pas au Comité d'aide au développement

9. L'importance grandissante, au cours des dernières années, des contributions versées aux organismes des Nations Unies par des donateurs n'appartenant pas au Comité d'aide au développement (CAD) constitue une évolution encourageante. En 2005, 12 donateurs n'appartenant pas au CAD ont apporté chacun plus de 5 millions de dollars aux organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles, pour un montant total de 342 millions de dollars (voir tableau 4). Ces contributions peuvent sembler modestes en comparaison du montant total des contributions, mais elles représentent une augmentation de 55 % par rapport aux 221 millions de dollars versés en 2004 par les donateurs n'appartenant pas au CAD. Un certain nombre de pays d'Amérique latine seront vraisemblablement ajoutés à cette liste dans le prochain rapport une fois que l'origine des fonds locaux du PNUD aura pu être désagrégée. L'importance des donateurs n'appartenant pas au CAD est également mise en évidence par le fait que 14 d'entre eux ayant apporté au moins un million de dollars ont été ajoutés à la liste des pays ayant versé des contributions extrabudgétaires au titre des activités opérationnelles des institutions spécialisées en 2005 (voir annexe VI, tableau A-5).

Tableau 4
**Pays n'appartenant pas au Comité d'aide au développement
et ayant versé des contributions aux organismes des Nations Unies : 2005**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

<i>Pays</i>	<i>Contributions</i>
Chine	87,9
Fédération de Russie	52,5
Inde	52,1
République de Corée	38,5
Arabie saoudite	38,4
Turquie	22,7
Koweït	13,4
Émirats arabes unis	9,8
Slovénie	7,8
République tchèque	6,7
Israël	6,7
Qatar	5,5

Contributions aux ressources de base et autres ressources

10. L'Assemblée générale a souligné à maintes reprises la nécessité d'accroître la part des contributions de base ou ordinaires versées au système des Nations Unies pour le développement, afin d'obtenir les moyens nécessaires à une coopération durable pour le développement, tout en reconnaissant l'importance de l'augmentation des ressources autres que les ressources de base pour l'augmentation de l'ensemble des ressources. Les ressources extrabudgétaires ne peuvent se substituer aux ressources de base. Des contributions régulières permettent à l'entité bénéficiaire de prendre rapidement la mesure des crises naissantes et d'y répondre sans retard. Elles permettent également d'affecter les ressources en fonction d'objectifs à long terme conformément aux priorités définies par les organes directeurs.

Évolution à long terme

11. En réalité, la valeur réelle des ressources de base stagne et les autres ressources ont crû de manière exponentielle. En raison d'une modification profonde de la classification des ressources de base au PAM, survenue en 1999, il est impossible de proposer une analyse à long terme de ces ressources. Cependant, on voit apparaître une évolution semblable sur 15 ans pour trois organismes des Nations Unies, à savoir le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF (voir tableau 5).

Tableau 5
**Contributions versées au Programme des Nations Unies
pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population
et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2005**

					Variation annuelle moyenne 1991-2005	Variation annuelle moyenne 2000-2005
	1991	1995	2000	2005	(En pourcentage)	
<i>En millions de dollars courants</i>						
Ressources de base	1 895	1 836	1 533	2 115	0,8	6,6
Autres ressources	482	1 212	2 035	5 312	18,7	21,2
Total des contributions	2 377	3 048	3 568	7 427	8,5	15,8
<i>En millions de dollars constants de 2004^a</i>						
Ressources de base	2 381	1 938	1 904	2 076	-1,0	1,8
Autres ressources	605	1 279	2 527	5 215	16,6	15,6
Total des contributions	2 986	3 217	4 431	7 291	6,6	10,5
Pourcentage des ressources de base	79,7	60,2	43,0	28,5		

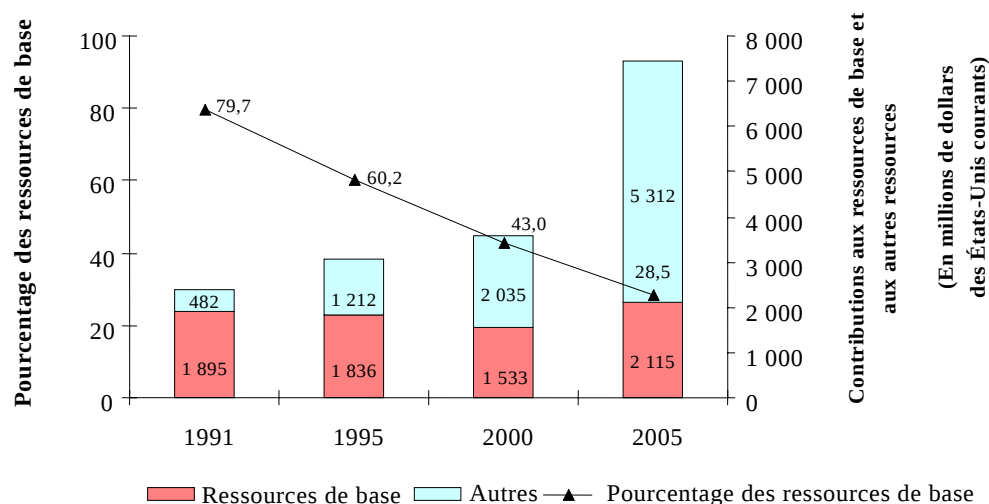
^a Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

12. Au cours des 15 dernières années, les ressources de base de ces trois organismes ont diminué en valeur réelle de 1 % par an, tandis que les contributions aux autres ressources ont augmenté en valeur réelle de 16,6 % par an en moyenne. De fait, la valeur réelle des ressources de base est restée pratiquement inchangée au cours des 10 dernières années.

13. Par conséquent, alors qu'en 1991 les contributions de base représentaient 79,7 % de la totalité des ressources pour ces trois organismes, leur part est tombée progressivement à 28,5 % seulement en 2005 (voir figure 3). Le modèle de financement s'en est trouvé transformé, à tel point qu'il obéit aujourd'hui à l'offre plutôt qu'à la demande et dépend de contributions à des fins spéciales plutôt que de contributions prévisibles aux ressources de base.

14. L'année 2005 a été atypique en raison des effets conjugués du tsunami en Asie et du séisme en Asie du Sud, qui ont suscité des contributions extrabudgétaires sans précédent. Toutefois, la proportion globale des ressources de base dans ces trois organismes (après pondération en fonction du montant des contributions qu'elles ont reçues) a diminué d'année en année, passant de 39,6 % en 2002 à 37,2 % en 2003, 32,2 % en 2004 et 28,5 % en 2005.

Figure 3
Contributions versées au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour la population et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance : 1991-2005



Évolution récente et modes de financement

15. Le PAM et le HCR ayant, comme le FNUAP, fait état d'une proportion bien supérieure de ressources de base dans leurs contributions, les ressources de base ont représenté 43,3 % de l'ensemble des ressources de l'ONU en 2005 (voir tableau 6). Si l'on procède par extrapolation en partant du principe que les contributions réelles aux ressources de base en 1991 auraient dû être légèrement supérieures aux ressources de base disponibles, on peut estimer que la proportion de contributions aux ressources de base de l'ensemble du système des Nations Unies est tombée de 85 % en 1991 à un peu plus de 43 % en 2005. La croissance rapide des ressources extrabudgétaires (autres que les ressources de base) a créé une concurrence entre les entités souhaitant bénéficier de ces financements et donné naissance à de graves déséquilibres dans l'orientation des activités de ces organismes.

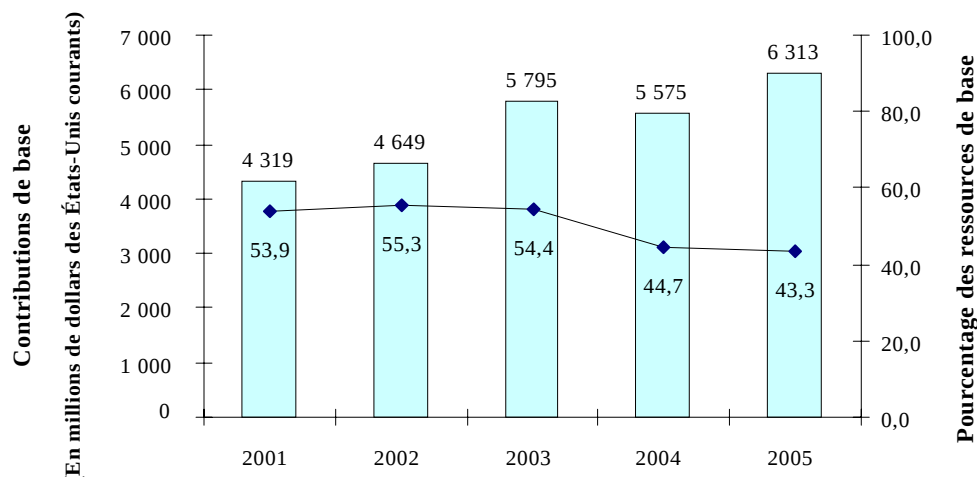
Tableau 6
**Contributions aux ressources de base et aux autres ressources
 des organismes des Nations Unies : 2001-2005**

						Variation entre 2004 et 2005	Variation annuelle moyenne entre 2001 et 2005
	2001	2002	2003	2004	2005	(En pourcentage)	
(En millions de dollars des États-Unis courants)							
Ressources de base	4 319	4 649	5 795	5 575	6 313	13,2	10,0
Autres ressources	3 698	3 764	4 863	6 890	8 265	20,0	22,3
Total des contributions	8 017	8 413	10 658	12 465	14 578	17,0	16,1
(En millions de dollars des États-Unis constants de 2004 ^a)							
Ressources de base	5 598	5 781	6 323	5 575	6 198	11,2	2,6
Autres ressources	4 793	4 679	5 306	6 890	8 114	17,8	14,1
Total des contributions	10 391	10 460	11 629	12 465	14 302	14,8	8,3
Pourcentage des ressources de base	53,9	55,3	54,4	44,7	43,3		
Pourcentage des autres ressources	46,1	44,7	45,6	55,3	56,7		

^a Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

16. De 2001 à 2003, un équilibre temporaire a été maintenu, à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies, entre les contributions aux ressources de base et les contributions aux autres ressources (voir tableau 6 et fig. 4). En 2004, la proportion de ressources de base a sensiblement diminué, passant de 54,4 % à 44,7 %, et a baissé encore en 2005 à 43,3 %. Même la valeur nominale des contributions a diminué en 2004. La valeur nominale en dollars a augmenté en 2005, mais le montant des ressources de base en dollars réels en 2005 est resté inférieur à celui de 2003. En revanche, le montant en dollars des ressources autres que les ressources de base a augmenté considérablement au cours des deux dernières années, que ce soit en valeur nominale ou réelle, notamment à cause des contributions record versées suite au tsunami en Asie et au séisme en Asie du Sud et qui ne sont donc pas destinées au développement à long terme.

Figure 4
**Contributions aux ressources de base et part du montant total
des ressources : 2001-2005**



17. Il ressort du tableau 6 que la valeur nominale des autres ressources au titre des activités opérationnelles a augmenté de 20 % en 2005 par rapport à l'année précédente, contre une augmentation de 13,2 % pour les ressources de base. Au cours des dernières cinq années, les autres ressources ont augmenté en moyenne de 22,3 % par an, contre 10 % par an pour les ressources de base. En valeur réelle, au cours des cinq dernières années, les autres ressources et les ressources de base ont augmenté respectivement de 17,8 % et 11,2 % entre 2004 et 2005, mais l'écart est encore plus flagrant sur la période 2001-2005, avec une augmentation de 14,1 % par an pour les autres ressources contre seulement 2,6 % pour les ressources de base.

18. En 2005, les ressources de base ont augmenté chez les entités et institutions spécialisées indiquées au tableau 7. Cependant, le pourcentage des ressources de base a diminué au cours des cinq dernières années dans la quasi-totalité des organismes en raison de l'augmentation bien plus importante des contributions au titre des autres ressources (voir tableau 7).

Tableau 7
**Contributions aux ressources de base des organismes
des Nations Unies : 2001-2005**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	2001	2002	2003	2004	2005
PNUD	702	710	823	888	955
FNUAP	260	247	289	325	364
UNICEF	541	697	721	779	796
PAM	1 756	1 895	2 792	2 292	2 802
HCR	635	622	653	794	799
Institutions spécialisées	424	479	518	497	597
Total des ressources de base	4 318	4 650	5 796	5 575	6 313

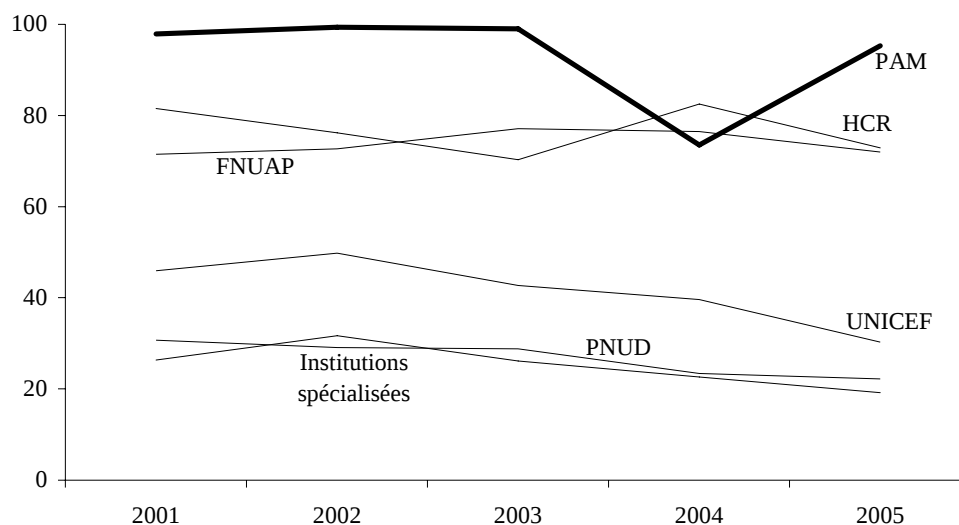
Tableau 8
**Ressources de base, en pourcentage des contributions totales,
 par organisme : 2001-2005**

(En pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005
PNUD	30,7	29,1	28,8	23,4	22,2
FNUAP	71,5	72,7	77,1	76,5	72,0
UNICEF	45,9	49,8	42,7	39,6	30,3
PAM	97,9	99,4	99,0	73,5	95,3
HCR	81,5	76,2	70,3	82,5	72,9
Institutions spécialisées	26,3	31,7	26,1	22,6	19,2
Total des ressources de base	53,9	55,3	54,4	44,7	43,3

19. La figure 5 fait clairement apparaître deux groupes. En haut, le PAM, le HCR et le FNUAP présentent des proportions élevées mais variables de ressources de base. L'UNICEF, le PNUD et les institutions spécialisées apparaissent bien plus bas sur le graphique, avec des ressources de base faibles et en déclin. Le pourcentage de ressources de base signalé par le PNUD, l'UNICEF et les institutions spécialisées en 2005 est le plus faible jamais affiché par ces organismes.

Figure 5
**Contributions aux ressources de base en pourcentage
 du total des contributions, par entité : 2001-2005**



III. Harmonisation des données de l'Organisation des Nations Unies et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques concernant les contributions versées aux organismes des Nations Unies

20. Il existe plusieurs différences importantes entre les méthodes utilisées par l'ONU et le CAD pour définir, classer, et présenter les contributions versées aux organismes des Nations Unies. Elles donnent par conséquent des images très dissemblables des montants consacrés au développement dans le système des Nations Unies. À titre de première étape sur la voie de l'harmonisation, ces différences sont présentées ici, à l'aide de documents fournis par les deux organisations¹.

Différences de classification

Ressources de base et autres ressources

21. Dans les statistiques de l'ONU, les fonds destinés aux activités de base et les autres fonds versés aux organismes des Nations Unies par les gouvernements sont considérés comme contributions versées à l'ONU au titre de ses activités opérationnelles. Le CAD place les contributions des gouvernements aux ressources de base dans la catégorie de l'aide multilatérale, tandis que les autres contributions, parfois appelées aide multi-bilatérale, sont considérées comme une aide bilatérale.

22. L'ONU inclut les contributions aux autres ressources dans ses estimations parce qu'elle considère que les contributions versées par les gouvernements aux ressources de base et aux autres ressources des organismes des Nations Unies avaient pour objet d'appuyer ses activités opérationnelles. Le CAD considère les autres contributions comme une aide bilatérale parce qu'elle considère que les gouvernements donateurs contrôlent en réalité l'usage qu'il est fait des autres ressources et que les organismes des Nations Unies, et non les bénéficiaires, sont les filières de distribution de l'aide.

23. Cette différence de traitement des contributions aux autres ressources est la principale cause des écarts constatés entre les données publiées par les deux organisations et est une source de confusion dans la comptabilisation des ressources et l'étude des résultats du système des Nations Unies. Ainsi, le montant total des fonds en provenance de pays membres du CAD gérés par les organismes des Nations Unies est plus de deux fois supérieur au montant des contributions de base indiqué par le CAD (voir tableau 9). En outre, l'analyse du volume total des flux peut être faussée, par exemple en cas de comptage double résultant de la combinaison des données du CAD sur l'aide bilatérale et des données de l'ONU sur les contributions.

24. Dans son *Rapport sur la coopération pour le développement* de 2006, le CAD indique que les gouvernements membres du Comité ont versé à l'UNICEF des

¹ Sur la base d'une note de Beverley Carlson, du Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination du Département des affaires économiques et sociales, et Simon Scott et Julia Benn, de la Division des statistiques et du suivi du CAD (OCDE), qui sera soumis à l'examen du groupe de travail sur les statistiques à sa réunion des 11 et 12 juin 2007.

contributions d'un montant total de 717 millions de dollars en 2005, alors que le présent rapport fait état de contributions s'élevant à 2 415 000 dollars, soit un écart de 1 698 000. Cependant, le chiffre avancé par l'ONU comprend les contributions aux autres ressources versées à l'UNICEF par les gouvernements membres du CAD, soit 1 617 000 dollars. Si l'on exclut les contributions aux autres ressources, la différence entre les chiffres du CAD et ceux de l'ONU concernant l'UNICEF n'est que de 81 millions de dollars. Il en va de même pour d'autres organismes des Nations Unies. De fait, le montant total des contributions versées en 2005 aux organismes des Nations Unies par les gouvernements membres du CAD au titre des autres ressources s'élève à 5,5 milliards de dollars (voir tableau 9), alors que ces contributions ont été intégrées sans distinction dans les statistiques du Comité sur l'aide bilatérale.

25. Un problème similaire se pose lorsqu'un organisme des Nations Unies établit sa propre définition des ressources de base, comme l'a fait le PAM, l'une des plus importantes entités du système des Nations Unies. Le PAM considère les contributions destinées spécialement à des programmes qu'il a lancés comme ressources de base et uniquement les contributions destinées aux programmes lancés par des donateurs comme autres ressources. L'ONU utilise la définition du PAM et fait état de contributions d'un montant total de 2 376 000 dollars versées au PAM en 2005 par les gouvernements membres du CAD, dont la quasi-totalité relève des ressources de base selon le PAM. Le CAD estime que seules les contributions de ses membres au « guichet de financement » multilatéral du PAM peuvent être classées comme contributions de base, c'est-à-dire comme aide publique au développement. Le montant de ces contributions s'est élevé à 344 millions de dollars en 2005. Par ailleurs, les États-Unis, de loin les principaux donateurs au PAM, ne figurent pas dans les statistiques du CAD parce que l'ensemble de leurs contributions au PAM est comptabilisée en tant qu'aide bilatérale.

Contributions versées par d'autres organismes multilatéraux ou régionaux

26. Les contributions versées par d'autres organismes multilatéraux ou régionaux sont essentielles pour les organismes des Nations Unies et ont atteint 1,5 milliard de dollars en 2005, dont presque 1 milliard de dollars en provenance de la Commission européenne. Ces contributions qui sont principalement versées au titre des autres ressources, sont incluses dans les chiffres publiés par l'ONU mais pas dans ceux du CAD. Les données du CAD rendent compte des flux multilatéraux à deux stades : celui de la contribution d'un donateur national à un organisme multilatéral et celui du versement effectué par un organisme multilatéral à un pays bénéficiaire. Les transferts entre organismes multilatéraux ne sont pas comptabilisés comme contribution ou versement. Toutefois, il serait utile de connaître les contributions versées aux organismes des Nations Unies par la Commission européenne et d'autres organisations intergouvernementales.

Contributions versées par des donateurs n'appartenant pas au CAD (autres que les contributions « autofinancées », qui sont étudiées au paragraphe 28)

27. Les chiffres de l'ONU comprennent les contributions versées aux organismes des Nations Unies par des pays n'appartenant pas au CAD, soit environ 700 millions de dollars en 2005. Le montant indiqué par le CAD n'est que de 158 millions de dollars. Cet écart s'explique en partie par le fait que l'ONU inclut les contributions

au titre des autres ressources mais également par le fait que le CAD ne reçoit pas de données de la part de certains donateurs importants qui n'en sont pas membres.

Différences en termes d'inclusion et d'exclusion

Contributions autofinancées

28. Certains organismes des Nations Unies reçoivent des contributions de gouvernements n'appartenant pas au CAD, au titre de dépenses dans le pays même. Ces contributions sont appelées contributions autofinancées, contributions locales, contributions au titre de la participation aux coûts ou encore contributions de cofinancement et peuvent en effet constituer des contributions « intermédiaires » tirées de fonds fournis à l'origine par des banques de développement ou des donateurs bilatéraux. Elles ne sont pas comptabilisées par le CAD et ne seraient pas traitées comme contributions versées à l'ONU, puisque le CAD les aurait déjà recensées en tant que contributions directes au pays bénéficiaire ou comme contributions à la banque de développement compétente. L'ONU classe également les contributions en fonction du donateur d'origine afin d'éviter les comptages doubles, mais ceci n'est possible que pour les organismes permettant la ventilation des fonds selon la source. Dans certains cas, comme celui des ressources locales du PNUD mentionné ci-après, cette méthode ne peut pas être appliquée.

29. On estime que le montant de ces contributions autofinancées qui concernent principalement des pays d'Amérique latine, s'élevait à environ 1,3 milliard de dollars en 2005, dont un peu plus d'un milliard de dollars versés par l'intermédiaire du PNUD, bien que ces chiffres n'aient pas été comptabilisés séparément, et un peu moins de 300 millions de dollars par l'intermédiaire des institutions spécialisées.

Contributions versées par des donateurs non gouvernementaux et privés

30. Les chiffres de l'ONU comprennent les contributions versées par les organisations non gouvernementales et privées. Dans les statistiques du CAD, ces contributions sont comptabilisées dans la catégorie des flux privés, c'est-à-dire séparément de l'aide publique au développement, et celles versées à l'ONU ne peuvent pas être différenciées. En 2005, le montant des contributions versées par des donateurs non gouvernementaux et privés a atteint au minimum 600 millions de dollars.

Questions diverses

31. La comptabilisation des contributions pose d'autres problèmes qui sont actuellement à l'examen, comme la question des contributions versées aux organismes des Nations Unies au titre de programmes thématiques, dont le CAD rend toujours compte principalement en tant qu'aide bilatérale mais qui sont incluses dans les statistiques financières de l'ONU. Les conclusions tirées de l'examen de cette question et d'autres par les instances internationales et régionales seront analysées dans le cadre du prochain rapport de l'ONU sur la question.

32. Sur la base de ce qui précède, on peut établir un tableau très grossier de rapprochement des données de l'ONU et du CAD pour 2005.

Tableau 9
**Rapprochement partiel des données de l'Organisation des Nations Unies
et du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération
et de développement économiques sur les contributions versées
aux organismes des Nations Unies : 2005**

(En milliards de dollars des États-Unis courants)

<i>Origine des contributions</i>	<i>Données de l'ONU</i>	<i>Données du CAD</i>
Pays du CAD		
Contributions de base	5,8	5,5
Autres contributions	5,5	s.o. ^a
Total, pays du CAD	11,3	5,5
Pays n'appartenant pas au CAD		
Contributions de base	0,2	0,2
Autres contributions : contributions autofinancées	1,3 ^b	0,0
Autres contributions à des fins spéciales	0,5	s.o. ^a
Total, pays n'appartenant pas au CAD	2,0	0,2
Communauté européenne et autres organisations intergouvernementales	1,5	s.o. ^c
Organisations non gouvernementales et privées	0,6	s.o. ^d
Non spécifiée	0,1	0,0
Total des contributions versées aux organismes de l'ONU	15,5	5,7

^a Ne peuvent pas être différenciées, considérées comme aide bilatérale.

^b Comptabilisées comme contributions, dont la majorité ne peuvent pas être différenciées.

^c Ne peuvent pas être différenciées, considérées comme aide multilatérale autre que celle fournie par l'ONU.

^d Ne peuvent pas être différenciées, considérées comme flux privés.

33. L'utilisation de définitions différentes par l'ONU et le CAD signifie que les données de l'ONU sur les contributions ne peuvent pas être ajoutées ou comparées à celles du CAD sur l'aide publique au développement sans d'importants comptages doubles. Le montant total proposé par l'ONU pour 2005 étant près de trois fois supérieur à celui indiqué par le CAD, les deux ensembles de données offrent une image bien différente de l'ampleur des activités de l'ONU dans les pays bénéficiaires. Il serait utile que les statistiques du CAD indiquent aussi la totalité des fonds que les pays du CAD affectent, à travers le système des Nations Unies, au financement du développement et à d'autres activités. Le montant total des contributions de base et autres contributions versées à l'ONU comptabilisé par le CAD se rapprocherait alors des 11,3 milliards de dollars annoncés par l'ONU.

Financement des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies et aide publique au développement multilatérale (hors ONU) et bilatérale

34. Le montant des contributions reçues par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles a été de 15,5 milliards de dollars en 2005 (voir tableau 10 et annexe V).

Tableau 10

Contributions aux activités opérationnelles : 1994-1995 et 2001-2005 selon les définitions de l'ONU et du CAD

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	Moyenne de 1994-1995	2001	2002	2003	2004	2005	Variation en termes réels entre 2004 et 2005 ^a	Variation moyenne annuelle en termes réels entre 2001 et 2005 ^a
	(En pourcentage)							
Organismes des Nations Unies ^b	6 618	8 554	8 954	11 422	13 237	15 537	15,2	8,3
Aide publique au développement multilatérale (hors ONU) ^c	13 762	11 986	12 801	14 502	19 998	19 193	-5,8	4,9
Aide publique au développement bilatérale ^c	35 708	35 522	39 813	50 908	57 222	83 109	42,6	15,4

^a Compte tenu de l'inflation et des fluctuations des taux de change.

^b En suivant les définitions de l'ONU.

^c En suivant les définitions du CAD.

35. Les contributions versées aux organismes des Nations Unies ont augmenté considérablement, principalement grâce aux contributions autres que les contributions de base, avec une augmentation de 15,2 % en termes réels par rapport à 2004 et une augmentation moyenne annuelle de 8,3 % en termes réels depuis 2001. L'augmentation en termes réels entre 2004 et 2005 a été près de deux fois plus élevée que la moyenne au cours des cinq dernières années.

36. Les contributions versées aux institutions multilatérales hors ONU, selon les définitions du CAD, ont atteint 19,2 milliards de dollars en 2005, dont 9,2 milliards de dollars versés à la Commission européenne, 4,8 milliards de dollars à l'Association internationale de développement et 2,1 milliards de dollars aux banques régionales de développement. Le montant pour 2005 est légèrement inférieur à celui pour 2004, qui correspondait à une augmentation de 26,4 % en termes réels par rapport à l'année précédente. Depuis 2001, la croissance réelle annuelle a été de 4,9 %. Si l'on suit la définition utilisée par le CAD, le montant de l'aide bilatérale s'est élevé à 83,1 milliards de dollars en 2005, soit, en termes réels, une augmentation de 42,6 % par rapport à 2004 et une augmentation moyenne annuelle de 15,4 % depuis 2001. Ce montant comprend les contributions versées aux organismes multilatéraux au titre des autres ressources.

37. Le montant de l'aide publique au développement bilatérale pour 2005 comprend la somme non négligeable de 25 milliards de dollars au titre de l'allègement de la dette, notamment une aide ponctuelle à l'Iraq et au Nigéria, contre 7 milliards de dollars ou moins au cours des années précédentes. Présentant

les chiffres provisoires de l'aide publique au développement en 2006, le Président du CAD a fait mention de cette montée spectaculaire de l'allègement de la dette en 2005, estimant qu'elle gonflait artificiellement les chiffres de 2005 et était à l'origine d'une baisse apparente de 5,1 % en termes réels en 2006. Si l'on ne tient pas compte de cette augmentation de 18 milliards de dollars de l'aide au titre de l'allègement de la dette, l'aide publique au développement bilatérale n'a augmenté que de 11,7 % en termes réels entre 2004 et 2005, tandis que l'augmentation moyenne annuelle depuis 2001 atteint 8,5 % en termes réels, ce qui est très proche du taux de croissance moyen sur cinq ans des contributions aux organismes des Nations Unies.

IV. Dépenses

Évolution générale

38. Les dépenses que les organismes des Nations Unies consacrent aux activités opérationnelles se sont montées à 13,7 milliards de dollars en 2005, soit une augmentation nominale de 20,4 % par rapport à 2004 et une augmentation annuelle moyenne de 13,6 % depuis 2001 (voir tableau 11).

Tableau 11

Montant total des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2001-2005

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	2001	2002	2003	2004	2005	Variation de 2004 à 2005	Variation moyenne annuelle de 2001 à 2005
	(En pourcentage)						
PNUD	2 027	2 138	2 412	2 817	3 653	29,7	15,9
FNUAP	314	313	273	318	388	22,2	5,5
UNICEF	1 012	1 044	1 208	1 344	1 960	45,9	18,0
PAM	1 744	1 592	3 275	2 900	2 892	(0,2)	13,5
HCR	801	926	983	1 063	1 142	7,4	9,3
Institutions spécialisées	2 037	2 252	2 510	2 623	3 323	26,7	13,0
FIDA	297	272	289	314	344	9,5	3,7
Montant total	8 232	8 537	10 950	11 377	13 702	20,4	13,6
Montant total (en millions de dollars constants de 2004^a)	10 670	10 613	11 946	11 377	13 452	18,2	6,0

^a Compte tenu de l'inflation et des variations des taux de change.

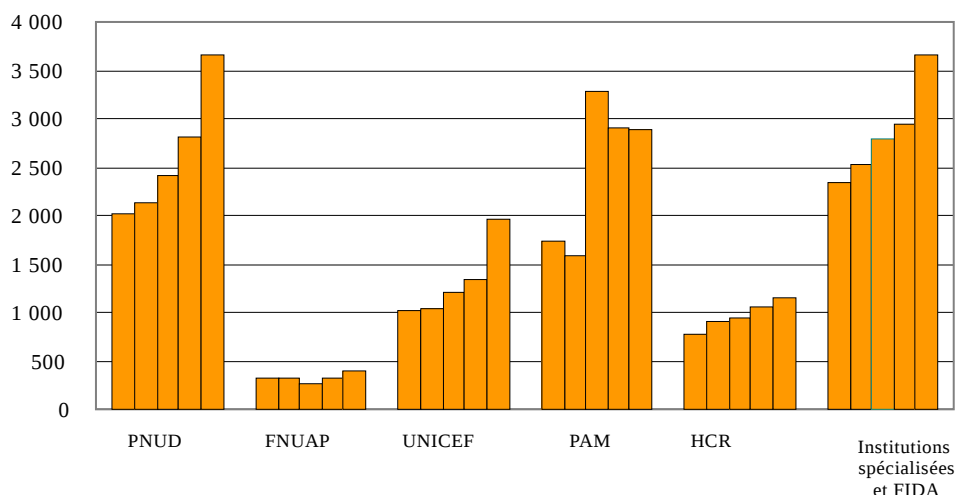
39. Les dépenses ont fortement augmenté en 2005. Si l'on tient compte de l'inflation et des variations des taux de change, l'augmentation en termes réels par rapport à 2004 est de 18,2 %, tandis que l'augmentation annuelle moyenne, en termes réels, depuis 2001 est de 6 % seulement. Le niveau récemment élevé des dépenses s'explique par les dépenses engagées pour remédier aux effets de plusieurs catastrophes majeures.

40. Le PNUD et le PAM sont, parmi les fonds et programmes des Nations Unies, les organismes qui ont engagé les dépenses les plus importantes (voir tableau 11 et fig. 6). Les dépenses du PNUD évoluent de façon assez régulière, tandis que celles du PAM sont beaucoup plus fluctuantes, en raison surtout du travail humanitaire de cet organisme. En 2003, les dépenses engagées par le PAM ont très fortement augmenté, en raison surtout des dépenses consacrées au Programme Iraq, avant de retomber en 2004. Les dépenses de l'UNICEF ont le plus fortement augmenté en 2005, en raison là encore du travail humanitaire de cet organisme. L'ensemble des institutions spécialisées vient au premier rang pour les dépenses, et les données de l'ONU concernant les institutions spécialisées doivent être ventilées, si l'on veut analyser avec plus de précision les dépenses de chacun des organismes.

Figure 6

Montant des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles : 2001-2005

(En millions de dollars des États-Unis courants)



Les dépenses par pays bénéficiaire

41. Le tableau 12 donne la liste des principaux pays bénéficiaires des dépenses des organismes des Nations Unies en pourcentage du RNB de ces pays. Il s'agit de pays les moins avancés (PMA) et on a là une indication positive du fait que les organismes des Nations Unies orientent bien leurs dépenses vers les pays les plus pauvres. Le Libéria et le Burundi viennent au premier rang, puisque les dépenses des organismes des Nations Unies dans ces pays représentent 41 % et 21 % respectivement de leur revenu national brut.

Tableau 12
**Les 10 premiers bénéficiaires
des dépenses des organismes des Nations
Unies, en pourcentage de leur revenu
national brut : 2005**

Rang	Pays	Pourcentage du RNB
1	Libéria	40,56
2	Burundi	21,46
3	Érythrée	12,76
4	Afghanistan	10,64
5	Guinée-Bissau	8,10
6	République démocratique du Congo	6,36
7	Sierra Leone	6,03
8	Soudan	5,54
9	Tchad	5,52
10	Malawi	5,49

Note : L'Iraq est exclu de cette liste car la Banque mondiale n'a pas publié d'estimation de son revenu national brut.

Tableau 13
**Dépenses, par habitant, engagées
par les organismes des Nations Unies :
les 10 premiers pays bénéficiaires en 2005**
(En millions de dollars des États-Unis courants)

Rang	Pays	Dépenses par habitant
1	Libéria	47,17
2	Panama	33,41
3	Soudan	28,83
4	Afghanistan	24,90 ^a
5	Érythrée	24,38
6	Honduras	21,30
7	Burundi	19,63
8	Lesotho	18,65
9	Tchad	18,22
10	Swaziland	17,98

^a Le chiffre retenu pour la population de l'Afghanistan est une estimation procurée par la Division de la population dans sa révision de 2006.

42. En montants absolus, c'est le Soudan qui, de loin, vient au premier rang des bénéficiaires, puisqu'il a reçu plus d'un milliard de dollars. Deux autres PMA, l'Afghanistan et l'Éthiopie, ont chacun reçu plus de 500 millions de dollars.

43. Examinés sous un autre angle, celui des dépenses par habitant (voir tableau 13), on voit que parmi les 10 premiers bénéficiaires figurent sept PMA. La présence d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Panama, à la deuxième place, et d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure de la même région, le Honduras, à la sixième place, s'explique par la question de l'autofinancement par le pays. Si le Panama et le Honduras sont exclus du tableau, les deux pays venant ensuite sont l'Iraq et la Somalie. Le Swaziland, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, vient au dixième rang, ce qui s'explique par sa population, qui dépasse tout juste 1 million d'habitants, seuil retenu pour l'établissement de cette liste. Si l'on ne tient pas compte des dépenses effectuées au Panama et au Honduras, ce sont le Libéria, le Soudan, l'Afghanistan et l'Érythrée qui viennent aux quatre premiers rangs pour ce qui est du montant des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies par habitant.

Dépenses, par région

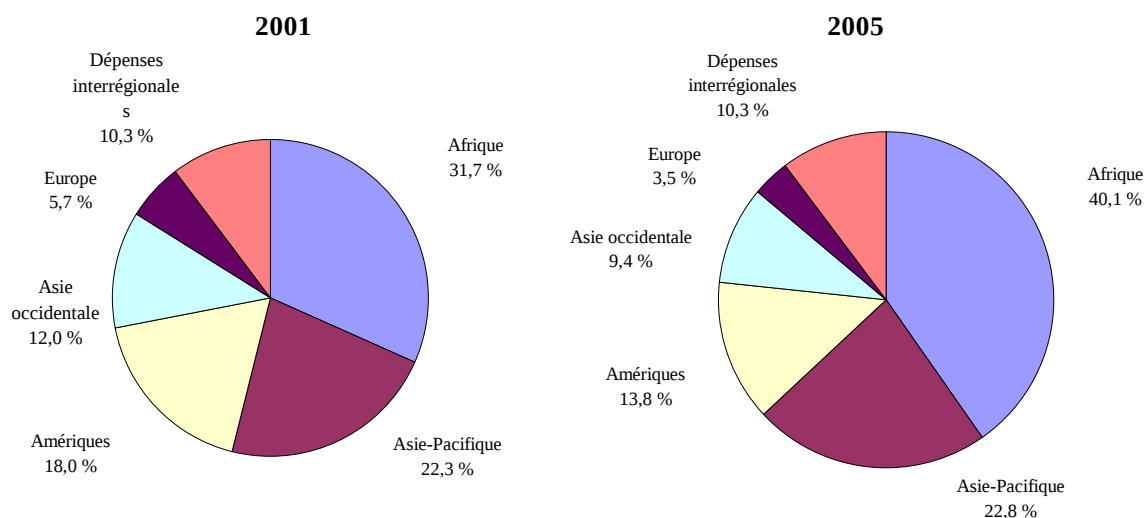
44. Le tableau 14 donne les dépenses par région. La liste des pays par région figure à l'annexe II du présent rapport.

Tableau 14
Répartition des dépenses, par région : 2001-2005
(Pourcentage)

	<i>Afrique</i>	<i>Asie-Pacifique</i>	<i>Amérique</i>	<i>Asie occidentale</i>	<i>Europe</i>	<i>Dépenses interrégionales</i>
2001	31,7	22,3	18,0	12,0	5,7	10,3
2002	29,7	24,8	16,8	12,4	5,7	10,6
2003	32,5	18,3	14,3	22,9	3,5	8,5
2004	33,8	20,1	14,7	17,3	3,6	10,5
2005	40,1	22,8	13,8	9,4	3,5	10,3

45. L'Afrique a toujours reçu la part la plus importante des dépenses, et cette proportion a atteint 40,1 % en 2005. La région Asie-Pacifique vient au deuxième rang pour chacune des années à l'exception de 2003 où elle a été remplacée par l'Asie occidentale, région qui comprend l'Iraq. Les dépenses engagées en Iraq en 2003 et en 2004 expliquent la part très importante de l'Asie occidentale dans le total des dépenses pour ces deux années. La figure 7 fait apparaître l'importance grandissante de l'Afrique dans les dépenses engagées par les organismes des Nations Unies.

Figure 7
Répartition régionale des dépenses engagées pour les activités opérationnelles : 2001 et 2005
(Pourcentage)



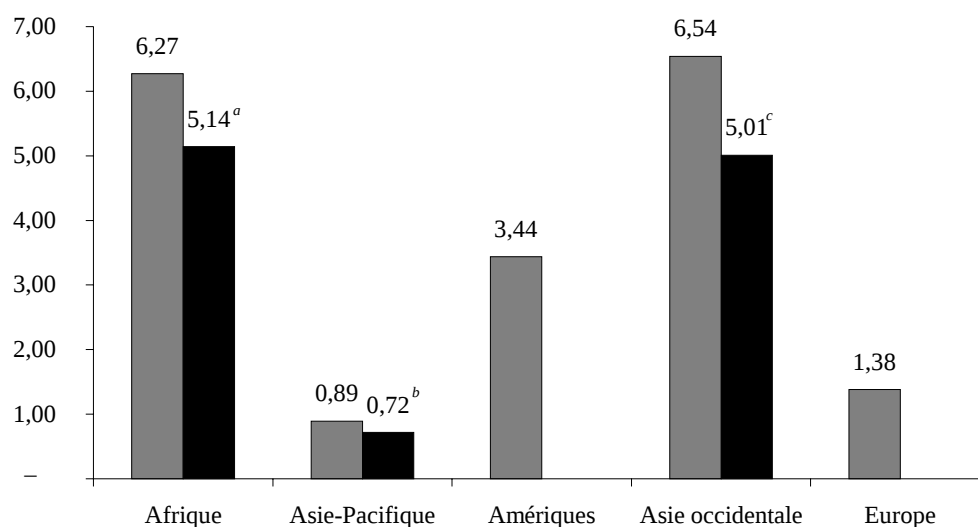
46. Un autre moyen d'étudier les dépenses engagées dans chaque région consiste à analyser leur montant par habitant, en tenant compte du fait que les diverses régions sont inégalement peuplées. En 2005, les organismes des Nations Unies consacraient à la région de l'Asie occidentale le montant par habitant le plus élevé, cette région

incluant le Moyen-Orient, à l'exclusion de l'Égypte; les dépenses par habitant, dans les pays de cette région et leurs programmes régionaux, ont été de 6,54 dollars. Ce montant inclut les dépenses de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui sont presque toutes engagées dans la région. Si l'on exclut le financement de dépenses en Iraq, dans la région, les dépenses par habitant tombent à 5,01 dollars (voir fig. 8).

Figure 8

Répartition, par région, des dépenses, par habitant : 2005

(En dollars des États-Unis)



^a À l'exclusion du Soudan et de l'Éthiopie.

^b À l'exclusion de l'Afghanistan.

^c À l'exclusion de l'Iraq.

47. De même, en Afrique, les dépenses par habitant, en 2005, se sont montées à 6,27 dollars, mais elles tombent à 5,14 dollars par habitant quand on exclut les dépenses engagées au Soudan et en Éthiopie. Pour l'Asie-Pacifique, le chiffre par habitant est faible, que l'on inclue ou non l'Afghanistan, en raison de la population très nombreuse de cette région du monde qui compte la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie. En Europe, la plupart des dépenses se sont concentrées dans les pays de l'ex-Union soviétique et de l'ex-Yougoslavie. Le montant, par habitant, en Amérique, s'explique surtout par l'autofinancement par le pays, modalité qui prévaut dans cette région du monde.

Dépenses engagées dans les pays les moins avancés (PMA)

48. Le tableau 15 donne le montant des dépenses engagées par les organismes des Nations Unies dans les pays les moins avancés de 2001 à 2005 en pourcentage des dépenses totales.

Tableau 15
**Dépenses engagées entre 2001 et 2005 dans les pays les moins avancés
par rapport au montant total des dépenses au titre des activités
opérationnelles de développement du système des Nations Unies,
par organisme**

(En pourcentage)

	2001	2002	2003	2004	2005
PNUD	16,0	18,6	19,2	28,2	32,8
FNUAP	28,3	34,2	40,6	36,2	29,9
UNICEF	44,2	35,7	46,5	48,0	47,9
PAM	54,0	59,1	45,2	50,1	69,4
HCR	35,0	44,2	39,4	43,1	44,6
Institutions spécialisées	12,8	13,2	13,5	12,9	15,3
FIDA	38,1	36,4	36,8	47,7	44,8
Total	29,9	30,7	31,5	34,7	39,7

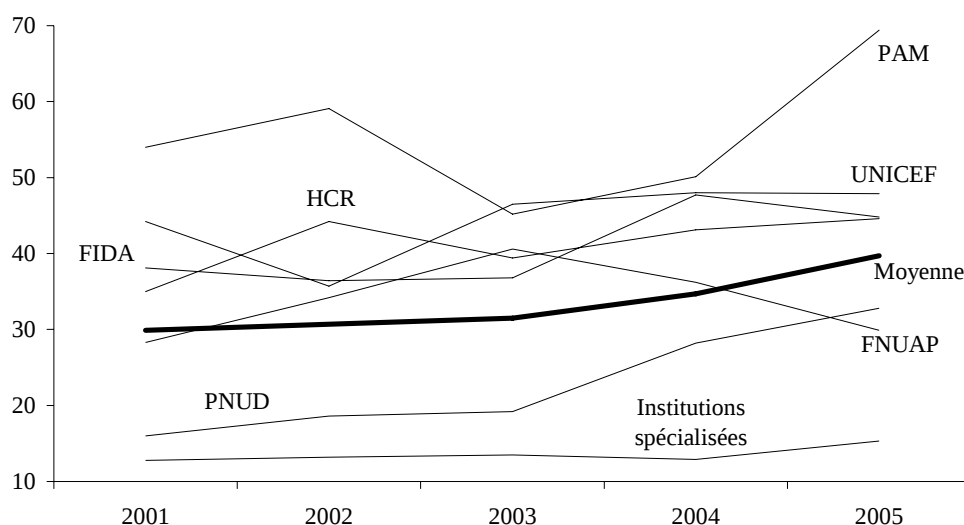
49. En 2005, les pays les moins avancés ont reçu 39,7 % du montant total des dépenses, ce qui représente une augmentation de cinq points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Ce pourcentage est considérablement plus élevé que celui de 30 %, qui était constaté au début de la période, et les pays les moins avancés reçoivent désormais au total 5,4 milliards de dollars de dépenses de l'ONU (voir annexe VI, tableau B-6). Cette évolution récente reflète l'intérêt grandissant de la communauté internationale pour les pays les plus pauvres et son souci d'aligner l'aide sur ce que prescrivent le Programme d'action de Bruxelles et l'examen à mi-parcours de la situation des pays les moins avancés en 2006. On trouvera à l'annexe I la liste des pays les moins avancés (PMA).

50. Les différents organismes des Nations Unies allouent une proportion très variable de leur aide totale aux pays les moins avancés (voir fig. 9).

Figure 9

Dépenses engagées dans les pays les moins avancés par rapport au montant total des dépenses au titre des activités opérationnelles de développement, par les organismes, fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies

(En pourcentage)



51. Le PAM a toujours affecté la part la plus forte de ses dépenses aux pays les moins avancés, et il leur en consacre actuellement 69,4 %; il signale à ce sujet une augmentation de 19 points de pourcentage par rapport à 2004, qui s'explique surtout par la forte augmentation des dépenses au Soudan, en Éthiopie et dans d'autres pays africains. Les dépenses que le PNUD consacre aux pays les moins avancés ont représenté 32,8 % de ses dépenses totales en 2005, soit deux fois plus, en proportion, qu'en 2001. Pour le PNUD et les institutions spécialisées, les pourcentages seraient plus élevés encore si on excluait les dépenses autofinancées, modalité de financement qui prévaut dans les pays plus riches.

52. Une analyse de l'assistance donnée aux pays en fonction de leur niveau de revenu montrerait que le système des Nations Unies dépense 2,80 dollars par habitant dans les pays à faible revenu, soit deux fois plus que les dépenses par habitant dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (voir annexe III).

53. Toutes les entités des Nations Unies, sauf une, ont signalé une baisse de leurs dépenses par habitant à mesure que le revenu du pays bénéficiaire augmente; le gradient de cette baisse est le plus fort pour le PAM, l'UNICEF et, initialement, pour le HCR. Le PNUD a signalé uniquement une faible baisse entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et une forte augmentation entre ces derniers et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. De ce fait, ses dépenses par habitant dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure paraissent deux fois plus élevées que celles dont il fait état pour les pays à faible revenu. C'est là une autre conséquence de

l'inclusion des dépenses d'autofinancement, modalité de financement qui est courante dans les pays à revenu intermédiaire.

Les dépenses par secteur

54. Les dépenses par secteur sont limitées aux activités de coopération technique signalées par les différents organismes au PNUD pour l'établissement de son rapport annuel sur la coopération technique. Ces statistiques n'englobent pas les chiffres relatifs au HCR, pas plus que l'assistance humanitaire n'est intégralement comptabilisée par un certain nombre d'organismes qui établissent des rapports (voir annexe VI, tableau B-5). La notion de coopération technique reflète le modèle adopté au début des années 80 par les Nations Unies pour décrire les activités opérationnelles. Il nous faut donc améliorer la couverture et la qualité des données sectorielles en nous appuyant sur les travaux du Comité administratif de coordination, qui a dressé un système de classification, sur les résultats de l'enquête humanitaire présentée à la section IV et sur les travaux que mène actuellement le Groupe de travail sur les statistiques du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

V. L'aide humanitaire dans le contexte des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

55. Au cours des 10 dernières années, les événements ont montré que le besoin d'action humanitaire efficace avait considérablement augmenté. Alors que l'aide humanitaire est largement reconnue comme un impératif moral en soi, c'est également un investissement dans le développement à long terme qui aide les populations vulnérables à survivre aux catastrophes, à mesure qu'elles marchent vers l'autonomie. L'Assemblée générale, dans sa résolution 56/201, a réitéré que « en règle générale, les phases de secours, de relèvement, de reconstruction et de développement ne se succèdent pas mais se recoupent et interviennent simultanément ». Dans un monde complexe, où de nouvelles catastrophes naturelles ou anthropiques ont lieu, le développement à long terme et l'aide humanitaire sont complémentaires et sont des objectifs qui se renforcent mutuellement. Le développement est un phénomène multidimensionnel, qui comporte des dimensions économique, sociale, environnementale et humanitaire, et l'expérience montre que les limites entre la coopération humanitaire et la coopération pour le développement sont assez floues. Dans beaucoup de cas, il ne saurait y avoir de développement à long terme sans assistance humanitaire.

56. L'Assemblée générale préconise une démarche coordonnée et souple pour financer les activités opérationnelles de développement dans les situations de transition des secours au développement (voir résolution 59/250). Le récent rapport du Secrétaire général intitulé « Recommandations contenues dans le rapport du Groupe de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système dans le domaine du développement, de l'aide humanitaire et de la protection de l'environnement » (A/61/836) constatait qu'il fallait veiller à la cohérence entre la partie « développement » et la partie humanitaire du système des Nations Unies pour combler l'écart entre les secours d'urgence et l'aide au développement et renforcer la capacité des Nations Unies de coordonner et de financer les efforts de relèvement. Cela suppose des données bien différenciées distinguant l'assistance humanitaire et les activités opérationnelles à plus long terme consacrées au développement, et

l'établissement de meilleurs rapports sur les activités qui concernent les situations de transition.

Enquête sur les contributions et les dépenses humanitaires

57. À sa session de fond de juillet 2006, le Conseil économique et social a adopté une résolution (2006/14) tendant à améliorer l'établissement des rapports financiers sur les activités opérationnelles, dans laquelle il priait le Secrétaire général de lui rendre compte avec plus de précision du financement de l'aide humanitaire et de la coopération à long terme pour le développement accordée par les différents organismes des Nations Unies. Le Secrétariat a pris plusieurs mesures pour répondre à la demande du Conseil économique et social, et notamment :

a) La réalisation d'une enquête commune au Département des affaires économiques et sociales et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires auprès de tous les organismes des Nations Unies sur leurs contributions humanitaires et leurs dépenses humanitaires respectives, et l'analyse des réponses, notamment un examen des mandats et du travail de l'organisme en question dans le domaine humanitaire;

b) L'intégration des données du HCR sur ses contributions et ses dépenses de 2001 à 2005 dans une base de données et, pour la première fois, l'analyse du rapport;

c) L'analyse des appels globaux et des appels éclairs et du financement humanitaire mondial, tel qu'elle ressort des statistiques du Service de surveillance financière et des organismes qui ont répondu à l'enquête.

58. Pour appliquer ces mesures, des consultations interinstitutions avec les organismes concernés du système des Nations Unies ont eu lieu, pour analyser l'harmonisation des données financières relatives aux activités opérationnelles. Des consultations ont également eu lieu avec le Groupe de travail sur les statistiques du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE.

59. En 2007, le Département des affaires économiques et sociales, avec le concours du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, a entrepris une enquête sur les contributions et les dépenses humanitaires de tous les organismes des Nations Unies. Chaque organisme a été invité à consulter ses responsables financiers et son bureau du budget et les responsables des programmes humanitaire et opérationnel, et à remplir un bref questionnaire. La grande diversité des réponses obtenues, dont la synthèse est donnée plus bas, démontre qu'un système de notification commun et normalisé des dépenses d'aide humanitaire des organismes des Nations Unies concernés, pour l'ensemble des activités opérationnelles, y compris les activités humanitaires, n'a toujours pas été établi. Chaque organisme signale ses contributions et ses dépenses humanitaires en fonction de sa propre pratique et de ses propres définitions, et celles-ci sont indiquées plus bas. Par exemple, les activités de relèvement, telles que la construction de routes, servent aussi le développement et sont menées par les organismes dans le cadre de leur mandat. Pourtant, elles ont souvent lieu durant la phase humanitaire des secours, car il s'agit d'une première mesure qui ouvre la voie à des travaux de fond intéressant le développement à plus long terme.

60. Il n'existe pas encore de méthodologie commune bien arrêtée pour distinguer les dépenses humanitaires des dépenses consacrées au relèvement et au développement. Il n'existe pas non plus de définition statistique précise des activités

qui relèvent de la « transition ». Cette situation, à quoi s'ajoutent les modifications apportées aux missions et à leur mandat, appelle une comptabilisation plus précise et plus exhaustive des fonds qui sont apportés au système des Nations Unies pour les activités opérationnelles et des fonds qui vont de ce système aux pays bénéficiaires sous forme de dépenses. Le Service de surveillance financière travaille à une normalisation du système de comptabilisation de l'aide humanitaire et est en mesure de poursuivre ce processus.

A. Comment les organisations comptabilisent-elles leurs contributions et leurs dépenses humanitaires?

61. Les tableaux 16 et 17 récapitulent les contributions et les dépenses signalées par les organismes pour la période 2001-2005. Ces données sont fournies par ceux qui ont répondu à l'enquête en utilisant leur propre définition. Les organismes opérationnels humanitaires comme le PAM, le HCR, l'UNRWA et plus récemment l'UNICEF sont responsables de la plus forte proportion des recettes et des dépenses. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, dans son rôle propre, et l'UNRWA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont également signalé des niveaux élevés de financement d'activités humanitaires, et celles de l'OMS ont également notablement augmenté ces dernières années. Plusieurs institutions comme l'UNESCO, les Volontaires des Nations Unies (VNU) et l'Union postale universelle (UPU) ont indiqué de leur côté qu'elles avaient une certaine activité humanitaire mais ne la signalaient pas dans leur système comptable. L'UNESCO a fait observer que son système comptable n'était pas conçu pour enregistrer les activités proprement humanitaires, mais qu'il pouvait au besoin être en mesure de le faire.

Tableau 16
Contributions humanitaires
(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Entité	2001	2002	2003	2004	2005
CEPALC	112	177	259	414	270
FAO	246 000	115 400	362 100	218 200	198 400
BCAH		71 163	95 117	112 599	218 109
ONUSIDA		430	430	1 186	1 186
FENU ^a	29 800	26 800	29 300	23 800	21 500
PNUE	4 755	5 200	5 200	5 885	5 885
FNUAP		14 360	12 000	19 000	35 000
HCR	779 237	815 824	928 866	962 271	1 095 615
UNICEF	235 287	240 556	442 929	391 073	1 129 184
UNRWA	395 095	404 548	418 814	470 487	562 491
PAM	1 042 410	1 180 681	2 672 272	2 255 736	1 848 525
OMS	29 000	36 000	61 000	142 000	155 000

^a Le FENU ne dispose pas d'aide humanitaire, mais a signalé ces chiffres à propos de ses activités contribuant au relèvement dans les pays sortant d'un conflit.

Tableau 17
Dépenses humanitaires
 (En milliers de dollars des États-Unis courants)

Entité	2001	2002	2003	2004	2005
CEPALC	112	177	259	414	270
FAO	183 600	159 600	191 100	129 800	170 700
BCAH		67 818	92 037	103 143	192 751
ONUSIDA		430	430	1 186	1 186
FENU ^a	40 400	30 400	26 000	29 200	27 800
PNUE	5 320	5 500	5 500	6 260	6 260
FNUAP		14 360	12 000	19 000	35 000
HCR	780 536	905 397	954 765	1 034 878	1 103 098
UNICEF	228 783	253 327	353 152	359 023	665 580
UNRWA	359 374	393 990	430 609	503 327	484 168
PAM	1 022 936	968 256	2 357 126	2 001 687	1 804 199
OMS	29 000	34 000	54 000	80 000	176 000

^a Le FENU ne fournit pas d'assistance humanitaire mais a signalé ces chiffres à l'occasion de ses travaux sur le relèvement local dans les pays qui sortent d'un conflit.

B. Comment les organisations définissent et comptabilisent leur aide humanitaire

62. Les organisations ont été invitées à indiquer comment elles définissaient l'aide humanitaire aux fins de l'établissement des rapports budgétaires. La façon variable qu'ont les organismes opérationnels de comptabiliser leurs contributions et leurs dépenses humanitaires illustre bien la diversité des missions et des programmes. Les entités des Nations Unies travaillant à des activités opérationnelles humanitaires sont : strictement humanitaires comme le HCR et l'UNRWA, substantiellement humanitaires comme le PAM, assez humanitaires comme l'UNICEF, ou encore le PNUE, qui classe ses activités en faveur de la relève et du relèvement comme activités de développement et ne les fait donc pas figurer dans les chiffres qu'il a indiqués dans sa réponse à l'enquête. Le Programme commun des Nations Unies pour la lutte contre le sida (ONUSIDA) signale que si son travail n'est pas classé comme humanitaire au sens le plus strict, presque toute son activité est une réponse humanitaire à des souffrances et à un risque de mortalité et de destruction qui persiste à long terme. L'épidémie du sida est en effet un cas classique où on ne peut pas faire de distinction entre les situations d'urgence et le développement, et les dispositifs d'aide et de financements internationaux n'ont pas encore réalisé une cohérence complète entre des situations qui ne relèvent pas bien nettement de la catégorie de l'aide humanitaire ou de la catégorie de l'aide au développement.

C. Descriptions de l'aide humanitaire par les entités des Nations Unies

63. Les définitions suivantes données de leur aide humanitaire par les institutions montrent bien la diversité de leur mandat et de leurs programmes opérationnels dans le domaine humanitaire.

Haut-Commissariat pour les réfugiés

64. Tout le travail du HCR est considéré comme une aide humanitaire, étant donné que les Nations Unies lui ont donné pour mandat de diriger et de coordonner l'action internationale de protection mondiale des réfugiés. Dans l'action qu'il mène pour atteindre cet objectif, le HCR s'efforce de veiller à ce que chacun puisse exercer son droit d'asile et trouver refuge dans un autre pays, éventuellement de rentrer chez lui volontairement. Le HCR cherche activement les moyens de faciliter la réinsertion des réfugiés qui rentrent dans leur pays d'origine.

Programme alimentaire mondial

65. Le PAM poursuit aussi l'objectif d'une comptabilisation plus précise du financement de son aide humanitaire et de sa coopération à long terme pour le développement acheminé par le canal du système des Nations Unies comme, l'a demandé le Conseil économique et social. De l'avis du PAM, atteindre cet objectif suppose que tous les acteurs intéressés se mettent d'accord sur les définitions et sur les catégories comptables, tout en évitant une surcharge de travail bureaucratique. Des définitions communes de ce type, une fois qu'elles seront établies, permettront au système des Nations Unies de répondre à la demande du Conseil économique et social de façon plus significative. Dans un premier temps, le PAM envisage de modifier sa méthodologie actuelle afin de pouvoir comptabiliser les activités qui, comme l'aide humanitaire, concourent au relèvement d'un pays. Le PAM a utilisé la classification révisée des programmes du Comité administratif de coordination de 1998 mais pour la présente enquête, afin de se conformer aux pratiques d'établissement de rapports indiquées par d'autres organismes des Nations Unies, les dépenses et les contributions ont été ventilées selon le même système de classification.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

66. L'UNICEF considère que les fonds humanitaires sont des fonds extrabudgétaires ou provenant d'autres ressources reçues grâce à ses mécanismes de mobilisation de fonds : le processus de l'appel global et de l'appel éclair et le rapport sur l'action humanitaire. Comme les urgences sont imprévisibles, ces fonds n'entrent pas dans les enveloppes budgétaires ordinaires approuvées par le Conseil d'administration pour les programmes de pays. Ces fonds sont mobilisés en fonction des besoins pour des interventions d'urgence à l'échelle mondiale, et sont imputés sur les montants cibles définis dans les documents financiers. Les fonds sont reçus sous forme de contributions volontaires provenant des gouvernements, d'organisations intergouvernementales, du secteur privé ou d'arrangements interorganisations. Ces montants sont comptabilisés comme des recettes de l'UNICEF et sont soumis au taux de recouvrement défini par la politique suivie en matière de recouvrement.

Bureau de la coordination des affaires humanitaires

67. Le BCAH, qui est un département du Secrétariat, mobilise et coordonne l'action humanitaire pour atténuer les souffrances des hommes en cas de catastrophe ou d'urgence, défend l'exercice des droits de l'homme en cas de besoin, encourage une meilleure préparation et une meilleure prévention des catastrophes naturelles et facilite l'adoption de solutions viables à terme. En sa qualité d'organe de coordination, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires ne s'implique pas directement dans les opérations humanitaires mais travaille avec des acteurs nationaux et internationaux pour garantir que la réponse humanitaire est bien donnée de façon cohérente. Toutes ses activités sont donc considérées comme humanitaires aux fins de l'établissement de rapports financiers.

Programme des Nations Unies pour le développement

68. Le PNUD établit des données financières qui suivent les catégories de la classification des programmes du Comité consultatif de coordination, et son travail en matière de prévention des crises et de relèvement a été comptabilisé, dans le passé, dans le cadre humanitaire. Actuellement, le PNUD considère que cette activité relève au contraire du développement et du relèvement rapide après une crise, et non pas de l'assistance humanitaire. Cependant, cette considération est maintenant dépassée par le débat en cours sur la façon de définir avec précision les interventions humanitaires, de relèvement et de développement, qui jusqu'à présent n'a pas abouti à des conclusions précises et il n'y a donc pas de méthodologie convenue dans la communauté internationale pour distinguer entre les dépenses à caractère humanitaire et les dépenses consacrées au relèvement et au développement.

Organisation mondiale de la santé

69. L'OMS a signalé que l'aide humanitaire faisait partie de son travail de préparation et de réponse aux urgences. L'objectif général de ces domaines d'activité est de réduire le nombre des décès, de maladies et de traumatismes évitables dans la population affectée par des crises, des urgences ou des catastrophes, afin d'optimiser l'état de santé de la population dans la transition qui fait suite à une crise, et de contribuer au relèvement d'un pays et à son développement. Les objectifs sont de développer et d'appliquer des politiques, des programmes et des formes de coopération qui accroissent la capacité de préparer une réponse à une crise et d'atténuer les risques pesant alors sur la santé publique et de concourir au relèvement d'un pays et à son développement durable.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

70. La FAO signale que son aide humanitaire allie des activités opérationnelles et administratives en réponse aux besoins humanitaires, et que ces activités sont financées par des contributions volontaires. Ces besoins peuvent résulter de plusieurs causes naturelles ou dues à l'homme. Les populations rurales des pays en développement sont souvent les plus vulnérables. Comme la plupart des villages dépendent de l'agriculture et des entreprises liées à l'agriculture pour la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, les spécialistes de la FAO en matière de sécurité alimentaire, de pratiques agricoles, d'élevage, de pêche et de foresterie sont d'importance décisive dans l'action humanitaire et les efforts de reconstruction. En protégeant et en restaurant les moyens d'existence en milieu rural et en aidant les

groupes vulnérables à se prendre en charge, surtout dans le domaine de la nutrition, la FAO aide à éviter ou à réduire les crises et à créer des conditions d'un relèvement rapide et durable.

Programme commun des Nations Unies sur le sida (ONUSIDA)

71. ONUSIDA regroupe les ressources de 10 organismes des Nations Unies pour lutter à l'échelle mondiale contre le sida. Aux fins de l'établissement des rapports budgétaires, cet organisme définit l'aide humanitaire comme celle qui est fournie pour intégrer la lutte contre le VIH aux mécanismes d'action humanitaire en place et aux moyens de financement connexes, et les chiffres budgétaires englobent bien les activités et les services de lutte contre le sida et les services de personnel infirmier. Depuis 2006, ONUSIDA coordonne un programme commun des Nations Unies pour susciter l'augmentation d'échelle voulue des interventions contre le sida en faveur de populations dont la situation humanitaire est préoccupante, avec un budget initial de 4,6 millions de dollars. Les situations d'urgence humanitaire se produisent habituellement après une catastrophe naturelle ou après un conflit, mais on a pu faire valoir que le sida lui-même, en l'absence de conflit ou de catastrophe naturelle, pouvait entraîner des situations d'urgence humanitaire.

Fonds des Nations Unies pour la population

72. Le FNUAP a recensé les domaines d'activité humanitaire où il opère. Il s'agit des domaines généraux de la réponse aux situations d'urgence, de la prévention des crises et du relèvement après une crise, des secours et de la reconstruction, et de la reprise économique et du relèvement des infrastructures, tous éléments qui sont associés dans sa mission, qui est d'aider les pays à veiller à ce que toutes les grossesses soient souhaitées, que les accouchements soient surveillés par du personnel qualifié, que chaque jeune personne soit protégée du sida et que chaque fille et femme soit traitée avec dignité et respect. Pour y parvenir, le FNUAP aide les pays à utiliser les données relatives à la population pour le choix d'une politique et de programmes visant à réduire la pauvreté.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

73. L'UNESCO approuve entièrement l'idée de produire des statistiques plus précises et plus fiables sur le financement du développement, comprenant une répartition entre les activités à caractère humanitaire et celles qui visent le développement à plus long terme, bien que son présent système de comptabilisation ne permette pas de faire cette distinction. L'UNESCO souhaite être mieux à même de fournir des réponses adéquates dans de pareilles situations.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes

74. La CEPALC ne fournit pas directement d'aide humanitaire mais offre des instruments méthodologiques pour l'étude des effets des catastrophes naturelles et mène des activités qui intéressent la prévention des catastrophes, avec le concours de donateurs extérieurs et des pays concernés. La Commission a créé au Mexique un Groupe d'évaluation des catastrophes naturelles, qui est chargé de fournir des services de coopération technique aux pays d'Amérique centrale qui lui demandent d'analyser et d'évaluer l'impact socioéconomique et environnemental des catastrophes naturelles en utilisant la méthode qu'elle a élaborée.

Fonds d'équipement des Nations Unies

75. Le FENU soutient des programmes de décentralisation et de développement local dans les pays qui sortent d'un conflit, en apportant une aide aux administrations locales, intervenants majeurs dans les opérations de reconstruction, et il offre un soutien aux institutions de microfinance. Le FENU ne travaille pas dans les situations qui font immédiatement suite à un conflit et a répondu au questionnaire qu'il ne classait pas son aide dans la catégorie de l'humanitaire, mais plutôt parmi les contributions et les dépenses visant des activités de développement dans ces deux domaines d'intervention principaux que sont le développement local et la finance accessible à tous.

Volontaires des Nations Unies

76. Les VNU collaborent avec le HCR, le PAM et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, dans leurs activités d'aide humanitaire respectives, en déployant des volontaires dans des domaines tels que la distribution d'aliments, l'adduction d'eau, le logement et les traitements médicaux, dans plus de 70 pays. Le rôle des VNU est essentiel pour le fonctionnement opérationnel du HCR, aussi bien dans le contexte de situations d'urgence au Darfour que dans des opérations à long terme, comme en République-Unie de Tanzanie. Leurs attributions vont de la construction des camps de réfugiés à la gestion quotidienne des camps.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

77. L'ONUDI ne mène pas d'activités humanitaires en tant que telles mais se charge de plusieurs activités de reconstruction et de remise en état définies comme relevant des premières phases du développement, après une situation d'urgence, plutôt que comme aide humanitaire. L'ONUDI a examiné les diverses catégories d'assistance présentées au tableau 18, et a conclu que cela ne définissait pas ses propres activités comme relevant de l'aide humanitaire. L'ONUDI ne reçoit pas de contributions expressément consacrées à l'aide humanitaire.

Fonds international de développement agricole

78. Le FIDA ne participe pas à des activités de secours humanitaire mais coopère avec les institutions qui s'occupent d'aide humanitaire en soutenant des initiatives qui aident à assurer le passage des secours et au redémarrage du développement. Le FIDA accorde des prêts et des dons et un appui aux pays en transition qui sont financés au titre de son programme ordinaire.

Programme des Nations Unies pour l'environnement

79. Le PNUE n'établit pas de rapports budgétaires distinguant expressément une aide humanitaire, mais il participe à des activités qui ont trait à l'appréciation d'une situation environnementale en vue du relèvement après une crise. Ses activités postconflituelles et de gestion des catastrophes sont incluses dans les appels globaux et les appels éclairs lancés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Le PNUE ne précise pas l'origine des ressources budgétaires de ses fonds mais estime que 10 % de ses recettes, entre 2000 et 2006, provenaient de lignes budgétaires à vocation humanitaire.

Union postale universelle

80. L'UPU est un petit organisme spécialisé des Nations Unies qui n'a pas de budget humanitaire en tant que tel mais qui fournit une aide aux pays qui sortent d'une catastrophe naturelle ou qui se trouvent dans une situation particulière.

D. Comment les organisations rendent compte de l'aide humanitaire qu'elles dispensent

81. Le tableau 18 résume les différents domaines de l'action humanitaire où les organismes des Nations Unies ont indiqué qu'ils travaillaient, sur la base d'une définition détaillée des secteurs humanitaires mise au point par le Service de surveillance financière. Sur les 24 organismes qui ont répondu, 10 ont déclaré qu'ils travaillaient dans le domaine du relèvement économique et de l'équipement, 9 dans celui de la réaction aux situations d'urgence et 8 en fournissant des services de coordination et de soutien, dans l'éducation, l'assistance alimentaire et la santé publique. Plusieurs organismes, comme le PAM, le HCR, l'UNICEF, l'OMS et le FNUAP, ont indiqué qu'ils travaillaient dans la majorité de ces domaines d'intervention humanitaire. Le FNUAP est bien connu pour mener à la fois une action normative dans le domaine des données sur la population, qui sont utilisées largement à l'échelle internationale, et pour ses activités opérationnelles dans les pays. Cela est vrai aussi d'institutions spécialisées telles que l'OMS et la FAO.

Tableau 18

Domaines de l'aide humanitaire signalés par les organismes des Nations Unies

<i>Domaine de l'aide humanitaire</i>	<i>Liste des institutions actives dans ces domaines</i>	<i>Nombre</i>
Relèvement économique et infrastructure	FAO, FENU, FNUAP, HCR, OMS, ONUDI, PAM, UNICEF, UNRWA, VNU	10
Situations d'urgence	FAO, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNESCO, UNICEF, UPU, VNU	9
Coordination et services d'appui	BCAH, FAO, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF, VNU	8
Éducation	FENU, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF, UNRWA, VNU,	8
Alimentation	FAO, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF, UNRWA, VNU	8
Santé publique	FENU, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF, UNRWA, VNU	8
Prévention des crises et relèvement	FAO, FENU, FNUAP, OMS, PAM, PNUE, UNICEF	7
Famille, logement, articles non alimentaires	FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF, UNRWA, VNU	7
Droits de l'homme	FAO, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF, VNU	7
Secours et reconstruction	FAO, FENU, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF	7
Transition des secours au développement	FAO, FENU, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF	7

<i>Domaine de l'aide humanitaire</i>	<i>Liste des institutions actives dans ces domaines</i>	<i>Nombre</i>
Action multisectorielle	FAO, FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF	6
Prévention des catastrophes naturelles	CEPALC, FAO, FNUAP, OMS, PAM, UNICEF	6
Eau et assainissement	FAO, FENU, HCR, OMS, UNICEF, VNU	6
Sécurité	FNUAP, HCR, OMS, PAM, UNICEF	5
Agriculture	FAO, FENU, HCR, PAM	4
Lutte antimines	FNUAP, HCR, UNICEF	3
Divers	OMS, PNUE	2

Financement mondial de l'action humanitaire

82. En 2005, 13,6 milliards de dollars ont été réunis pour une action humanitaire à l'échelle mondiale (voir tableau 19), soit plus du double qu'en 2004 ; ce montant s'est accompagné d'un élargissement de la base de donateurs et d'une plus grande diversité des organismes qui reçoivent des fonds humanitaires. Cela s'explique surtout par l'augmentation importante de l'échelle et de la gravité des situations d'urgence humanitaire et des grandes crises. En 2005, les effets du tsunami dans l'océan Indien et du séisme en Asie du Sud ont entraîné un doublement de l'aide humanitaire. Les informations actuelles, relatives à 2006, cependant, montrent un retour à des niveaux de financement de l'aide humanitaire de l'ordre de 7 milliards de dollars.

Tableau 19

Financement mondial des opérations humanitaires : 2003-2005

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	2003	2004	2005
Les 10 premiers organismes des Nations Unies			
PAM	2 672	2 256	1 849
UNICEF	443	391	1 129
HCR	929	962	1 096
UNRWA	419	470	562
PNUD ^a	104	96	275
BCAH	95	113	218
FAO	362	218	198
OMS	61	142	155
FNUAP	12	19	35
Service de la lutte antimines ^a	37	10	25
Ensemble des organismes des Nations Unies	5 134	4 677	5 542
Toutes entités, publiques et privées	8 193	6 686	13 641

Source : D'après les réponses des organismes des Nations Unies au questionnaire sur le financement des activités humanitaires et les données du Service de surveillance financière.

^a Appels globaux seulement.

83. Des crises majeures, largement visibles, ont déclenché un apport exceptionnel d'aide en provenance des sources publiques et privées les plus diverses. Alors que les activités humanitaires ont de longue date été financées par quelques donateurs traditionnels seulement, le tsunami a déclenché une réponse qui a vu répondre à cette crise près de 100 gouvernements, dont 77 n'étaient pas des donateurs humanitaires traditionnels, et 13 apportaient pour la première fois une contribution. Bien qu'en 2005, 70 % des opérations humanitaires étaient toujours financées par les cinq principaux donateurs, cet élargissement du nombre des donateurs aux opérations humanitaires est une évolution tout à fait significative. La structure du financement des activités humanitaires, cependant, demeure très contrastée. Alors que les contributions aux appels lancés au lendemain du tsunami et après le séisme en Asie du Sud ont bénéficié d'un financement intégral ou même largement excédentaire, les besoins humanitaires manifestes en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire ou en République centrafricaine sont presque toujours sous-financés, puisque de 30 à 50 % seulement des besoins sont régulièrement couverts.

84. À l'aide des données fournies par le Service de surveillance financière et des réponses au questionnaire distribué par le Département des affaires économiques et sociales et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, il est possible de montrer le financement de l'action humanitaire des organismes des Nations Unies. Il ressort du tableau 19 que le PAM, l'UNICEF et le HCR à eux trois représentent les trois quarts du total des contributions humanitaires des Nations Unies. Le tableau illustre aussi la grande instabilité du financement des activités humanitaires d'une année à la suivante. C'est spectaculairement le cas de l'UNICEF, où, à lui seul, le tsunami explique un triplement du financement humanitaire de l'UNICEF en 2005. Cependant, le PAM est toujours l'organisme qui reçoit la part du lion du financement des activités humanitaires par les Nations Unies, 33 % du total en 2005.

85. La part du système des Nations Unies dans le financement mondial a été de 63 % en 2003 et elle a atteint 70 % en 2004. En 2005, alors que le montant effectif de l'aide humanitaire acheminée par le système des Nations Unies a augmenté d'un milliard de dollars environ pour atteindre 5,6 milliards de dollars, sa part a diminué, à 41 %, en raison de l'énorme augmentation du financement privé occasionné par le tsunami en Asie et par le séisme en Asie du Sud. Cependant, les organismes des Nations Unies occupent toujours 5 des 10 premières places sur une liste mondiale des bailleurs de fond incluant à la fois les organismes privés et les organismes publics.

Appels globaux

86. Le processus de l'appel global, qui est suivi par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et comptabilisé par le Service de surveillance financière, est le principal instrument du système humanitaire pour lever des ressources, et c'est également un instrument stratégique et un instrument de planification. Ce processus permet de calculer le coût total d'une action humanitaire en cas de crise et permet de mesurer par rapport aux besoins le financement des donateurs. Le processus de l'appel global vise à empêcher les lacunes et doubles emplois et sert de baromètre du financement, à l'occasion de chaque crise. Depuis 1992, 240 appels globaux et appels éclairs (pour les urgences à déclenchement fulgurant) ont permis de lever 29 milliards de dollars. Le processus de l'appel global comptabilise toutes les

propositions de projet hautement prioritaires et acceptables, et plus de 100 organisations font chaque année une liste de propositions de projet dans le cadre des appels globaux ou des appels éclairés.

87. En 2005, on a dénombré 25 appels globaux, en baisse légère par rapport au chiffre de 31 en 2004 (voir tableau 20). Les projets dont la liste figure dans les appels groupés de 2005 proviennent de 183 organisations, en légère augmentation par rapport au chiffre de 168 organisations qui avaient présenté leurs projets dans les appels lancés en 2004. La somme levée en 2005 est de 4 milliards de dollars, près du double, puisqu'elle était de 2,2 milliards de dollars en 2004. Cela représente 67 % des besoins totaux, légère amélioration par rapport au chiffre de 64 % observé en 2004. Ces deux années, la grande majorité des organisations ont signalé un chiffre de financement en pourcentage des besoins bien inférieur à la moyenne de l'année, bien qu'il y ait eu probablement une sous-comptabilisation de la part de certaines ONG.

Tableau 20
Appels globaux en 2004 et 2005

<i>Appels globaux : pourcentage de réponses</i>		100	75 à 99	50 à 74	25 à 49	1 à 24	0	Total
Pays ou régions	2004	0	7	13	8	3	0	31
	2005	0	5	15	5	0	0	25
Organisations	2004	8	6	14	11	18	111	168
	2005	12	13	14	19	20	105	183

Source : Service de surveillance financière du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (<http://www.reliefweb.int/fts>).

Service de surveillance financière

88. Le Service de surveillance financière est une base de données mondiale, fonctionnant en temps réel, gérée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, qui comptabilise l'intégralité de l'aide humanitaire internationale signalée. Ce service a élaboré, en consultation avec divers partenaires, une définition détaillée de l'aide humanitaire qui vise l'exhaustivité, conformément à la conception de plus en plus globale de l'action humanitaire ces dernières années. Cette définition en extension de l'aide humanitaire peut se lire à la page d'accueil du Service de surveillance financière (www.reliefweb.int/fts).

89. Les organismes des Nations Unies comme les autres organismes ont été encouragés à continuer à affiner et à diffuser leurs propres définitions. La plupart des organismes des Nations Unies font connaître au Service de surveillance financière uniquement le financement qui est acheminé par le canal des appels humanitaires lancés par les Nations Unies. Cependant, comme le financement humanitaire en dehors de ces appels humanitaires est considérable, en particulier durant les années de crise, il importe que l'ensemble des flux d'aide humanitaire soit bien signalé au Service de surveillance financière. La FAO fait connaître désormais au Service de surveillance financière toutes ses propres informations sur le financement des activités humanitaires, qu'elles aient lieu dans le cadre des appels humanitaires lancés par les Nations Unies ou en dehors.

VI. Vers un système complet et viable de données et de rapports financiers sur les activités opérationnelles des Nations Unies

90. Pour répondre aux demandes de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social visant à améliorer les rapports financiers sur les activités opérationnelles, on a introduit, dans le rapport de cette année, plusieurs innovations appréciables, élargi la couverture des données et analysé de façon plus large les flux de ressources. La conciliation partielle entre les différentes estimations fournies par les Nations Unies et par le Comité d'aide au développement de l'OCDE concernant le financement total des activités humanitaires des organismes des Nations Unies est un moyen de décrire avec clarté les raisons de ces différences. La collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Haut-Commissariat pour les réfugiés a ouvert de nouvelles voies à l'analyse statistique de l'assistance humanitaire. Le Secrétaire général a fait de l'amélioration de la cohérence à l'échelle du système une priorité, et son rapport sur les recommandations du Groupe de haut niveau sur la cohérence à l'échelle du système (A/61/836) appelle à une plus grande cohérence et à une meilleure valorisation des synergies de façon que les Nations Unies puissent fonctionner de façon unifiée, avec des pratiques de financement susceptibles de soutenir cette unité d'action. Cette optique repose sur l'idée de surmonter la fragmentation du système et de poursuivre les réformes en cours. Le renforcement du système de données et de rapports financiers est une mesure concrète allant dans cette voie.

91. Les travaux ont commencé sur une base de données qui faciliterait l'accès aux données par les usagers, pour tout un ensemble d'objectifs tels que l'examen au niveau annuel ministériel, le Forum biennal sur la coopération pour le développement et les travaux du Conseil des chefs de secrétariat, du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), et du Comité d'aide au développement de l'OCDE et de son Groupe de travail sur l'efficacité de l'aide. Mais il reste encore beaucoup à faire, en particulier au niveau interinstitutions.

92. Le présent rapport est publié depuis 1980 et il serait opportun de mettre à jour les conceptions, les définitions et les classifications sur lesquelles il repose pour mieux refléter les mandats et les opérations, en pleine évolution, des Nations Unies. En particulier, il est urgent de rendre les données plus exhaustives, plus cohérentes et plus transparentes, de les insérer dans l'actuelle structure du système des Nations Unies et de ses mandats et activités opérationnelles. Un système normalisé commun de données et de rapports financiers pour tous les organismes des Nations Unies concernés n'a pas encore été établi; il permettrait pourtant aux entités des Nations Unies de collecter et de diffuser des données exhaustives utilisant des paramètres convenus, avec des définitions communes, permettant une comptabilité cohérente des diverses opérations répondant aux mandats de plus de 40 entités des Nations Unies s'occupant d'activités opérationnelles. Il importe de s'assurer que les normes et pratiques statistiques communes sont arrêtées en commun et qu'elles reflètent les opérations en cours permettant un aperçu exhaustif et fiable des activités opérationnelles des Nations Unies à mesure que se poursuit le processus de réforme.

93. Le Département des affaires économiques et sociales poursuivra ses travaux dans le sens du développement d'un système de données et de rapports financiers viables et exhaustifs sur les activités opérationnelles des Nations Unies, s'appuyant

sur les travaux déjà menés en coopération avec les partenaires, dans le système des Nations Unies et en dehors. Mais la difficulté la plus grande peut-être est celle de préciser les définitions et les classifications des contributions et des dépenses consacrées aux activités opérationnelles et de se mettre d'accord sur la liste des ressources de ces entités qui sont destinées à des activités opérationnelles. Des règles permettant d'éviter les doubles emplois dans l'utilisation des fonds passant d'un organisme à un autre doivent être examinées de façon à ce que les contributions totales ou les recettes de chaque entité puissent apparaître de façon comparable et transparente. La question de l'autofinancement et celle des besoins de financement mis en commun doit être abordée, comme la nécessité d'obtenir directement auprès des grandes institutions spécialisées des données désagrégées plus détaillées.

94. Une compréhension meilleure et plus cohérente des activités opérationnelles et des tendances de l'action des organismes des Nations Unies concernant le développement, l'humanitaire et l'environnement suppose que l'on accélère les efforts actuellement menés dans ces organismes pour normaliser les données et les pratiques statistiques afin d'améliorer la qualité, la ponctualité et la comparabilité des données et des rapports financiers à l'échelle du système portant sur les activités opérationnelles. Il faut donner la priorité à l'amélioration de la couverture, de la qualité et de la comparabilité des données et des rapports financiers sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies de façon cohérente et flexible qui puisse s'adapter à l'architecture évolutive du système des Nations Unies.

95. Le rapport recommande donc la création d'un système exhaustif et viable de données et de rapports financiers portant sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies.

Annexe I

Liste des pays les moins avancés, par région

Afrique

Angola
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cap-Vert
Comores
Djibouti
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mozambique
Niger
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique
du Congo
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tchad
Togo
Zambie

Asie et Pacifique

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Cambodge
Îles Salomon
Kiribati
Maldives
Myanmar
Népal
République démocratique populaire lao
Samoa
Timor-Leste
Tuvalu
Vanuatu

Amériques

Haïti

Asie occidentale

Yémen

Annexe II

Liste des pays ou territoires, par région

Afrique

Afrique du Sud
Algérie
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap-Vert
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
Guinée équatoriale
Érythrée
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Jamahiriya arabe
libyenne
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République
centrafricaine
République
démocratique
du Congo

République-Unie
de Tanzanie
Réunion
Rwanda
Sainte-Hélène
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan
Swaziland
Tchad
Togo
Tunisie
Zambie
Zimbabwe

Asie et Pacifique

Afghanistan
Australie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Bhoutan
Brunéi Darussalam
Cambodge
Chine
Fidji
Guam
Hong Kong (Chine)
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Iran (République
islamique d')
Japon
Kazakhstan
Kirghizistan
Kiribati
Macao (Chine)
Malaisie
Maldives

Micronésie (États
fédérés de)
Mongolie
Myanmar
Nauru
Népal
Nioué
Nouvelle-Zélande
Ouzbékistan
Pakistan
Palaos
Papouasie-Nouvelle-
Guinée
Philippines
Polynésie française
République de Corée
République
démocratique
populaire lao
République populaire
démocratique
de Corée
Samoa
Singapour
Sri Lanka
Tadjikistan
Thaïlande
Timor-Leste
Tokélaou
Tonga
Turkménistan
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam

Amériques

Anguilla
Antigua-et-Barbuda
Antilles néerlandaises
Argentine
Aruba
Bahamas
Barbade
Belize
Bermudes

Bolivie
Brésil
Canada
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
Dominique
El Salvador
Équateur
États-Unis
d'Amérique
Grenade
Guadeloupe
Guatemala
Guyana
Guyane française
Haïti
Honduras
Îles Caïmanes
Îles Turques
et Caïques
Îles Vierges
britanniques
Jamaïque
Martinique
Mexique
Montserrat
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République
dominicaine
Saint-Vincent-et-les
Grenadines
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela
(République
bolivarienne du)

Asie occidentale

Arabie saoudite
Arménie
Bahreïn

Chypre
Émirats arabes unis
Géorgie
Iraq
Israël
Jordanie
Koweït
Liban
Oman
Qatar
République arabe
syrienne
Turquie
Yémen

Europe

Albanie
Allemagne
Andorre
Autriche
Biélorus
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Ex-République
yougoslave de
Macédoine
Fédération de Russie
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Îles Féroé
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Norvège
Nouvelle-Zélande

Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord
Saint-Marin
Saint-Siège
Serbie-et-
Monténégro
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Ukraine

Annexe III

Liste des pays ou territoires, par catégorie de revenu

Pays à faible revenu

(Revenu national brut par habitant ne dépassant pas 825 dollars)

Afghanistan
Bangladesh
Bénin
Bhoutan
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
Comores
Côte d'Ivoire
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Haïti
Îles Salomon
Inde
Kenya
Kirghizistan
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Mongolie
Mozambique
Myanmar
Népal
Niger
Nigéria
Ouganda
Ouzbékistan
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
République centrafricaine
République démocratique du Congo
République démocratique populaire
lao
République-Unie de Tanzanie
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal

Sierra Leone
Somalie
Soudan
Tadjikistan
Tchad
Timor-Leste
Togo
Viet Nam
Yémen
Zambie
Zimbabwe

Pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure)

(Revenu national brut par habitant compris entre 826 et 3 255 dollars)

Albanie
Algérie
Arménie
Azerbaïdjan
Biélorus
Bolivie
Bosnie-Herzégovine
Brésil
Bulgarie
Cameroun
Cap-Vert
Chine
Colombie
Congo
Cuba
Djibouti
Égypte
El Salvador
Équateur
Ex-République yougoslave
de Macédoine
Fidji
Géorgie
Guatemala
Guyana
Honduras
Îles Marshall
Indonésie
Iran (République islamique d')

Iraq
Jamaïque
Jordanie
Kazakhstan
Kiribati
Lesotho
Maldives
Maroc
Micronésie (États fédérés de)
Moldova
Namibie
Nicaragua
Paraguay
Pérou
Philippines
République arabe syrienne
République dominicaine
Samoa
Serbie-et-Monténégro
Sri Lanka
Suriname
Swaziland
Thaïlande
Tonga
Tunisie
Turkménistan
Ukraine
Vanuatu

**Pays à revenu intermédiaire
(tranche supérieure)**

(Revenu national brut par habitant compris
entre 3 256 et 10 065 dollars)

Afrique du Sud
Argentine
Barbade
Belize
Botswana
Chili
Costa Rica
Croatie
Dominique
Estonie
Fédération de Russie
Gabon
Grenade
Guinée équatoriale
Hongrie
Jamahiriya arabe libyenne

Lettonie
Liban
Lituanie
Malaisie
Maurice
Mexique
Oman
Palaos
Panama
Pologne
République tchèque
Roumanie
Sainte-Lucie
Saint-Kitts-et-Nevis
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Seychelles
Slovaquie
Trinité-et-Tobago
Turquie
Uruguay
Venezuela (République
bolivarienne du)

Pays à revenu élevé

(Revenu national brut par habitant
supérieur à 10 065 dollars)

Allemagne
Andorre
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Australie
Autriche
Bahamas
Bahreïn
Belgique
Brunéi Darussalam
Canada
Chypre
Danemark
Émirats arabes unis
Espagne
États-Unis d'Amérique
Finlande
France
Grèce
Hong Kong (Chine)
Irlande
Islande
Israël

Italie
Japon
Koweït
Liechtenstein
Luxembourg
Macao (Chine)
Malte
Monaco
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Portugal
Qatar
République de Corée
Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
Singapour
Slovénie
Suède
Suisse

Annexe IV

Sigles

Les sigles suivants ont été employés dans les tableaux :

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
APD	Aide publique au développement
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
CAD	Comité d'aide au développement
CCI	Centre CNUCED/OMC du commerce international
CCS	Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination
CE	Commission européenne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DAES	Département des affaires économiques et sociales
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCV	Opération Cartes de vœux et opérations connexes
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme

ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RNB	Revenu national brut
SLAM	Service de la lutte antimines
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies

Annexe V

Note technique sur les sources et la couverture statistique

Aux fins du présent rapport, le système des Nations Unies se confond avec les 36 entités¹ ayant indiqué qu'elles finançaient des activités opérationnelles de développement, y compris des activités humanitaires et relatives à l'environnement (les institutions de Bretton Woods en sont donc exclues).

Les données sur les contributions et les dépenses proviennent directement des fonds et programmes de l'ONU (FNUAP, HCR, PAM, PNUD, PNUE et UNICEF) et du Fonds international de développement agricole. Les données sur les contributions et dépenses d'autres organismes du système des Nations Unies sont extraites de l'information sur les activités de coopération technique recueillie par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) auprès de ces organismes, notamment des institutions spécialisées, et exposée dans les rapports annuels de l'Administrateur du PNUD. Les données sur l'aide publique au développement sont quant à elles tirées des rapports annuels du Comité d'aide au développement.

Les données sur les contributions rendent compte des contributions effectivement versées au cours d'une année civile par des gouvernements et d'autres sources publiques ou privées à des organismes des Nations Unies pour les besoins d'activités opérationnelles. Les données relatives aux transferts de ressources entre deux organismes du système ont été exclues dans la mesure du possible. Les données sur les dépenses représentent l'appui apporté par les organismes des Nations Unies aux activités opérationnelles dans les pays en développement. Les dépenses d'appui aux programmes ainsi que les frais d'administration et les autres dépenses d'appui ne sont pas mentionnés. Les contributions et les dépenses sont exprimées en dollars courants des États-Unis, sauf indication contraire.

Les appellations employées dans le présent rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le terme « pays » utilisé dans le présent rapport s'applique aussi, le cas échéant, à des territoires ou à des zones. Le trait d'union entre deux dates indique la période complète entre celles-ci, les années du début et de la fin de la période étant incluses.

¹ AIEA, CCI, CEA, CEE, CEPALC, CESAO, CESAP, CNUCED, DAES, FAO, FENU, FIDA, FNUAP, HCR, OACI, OIT, OMI, OMM, OMPI, OMS, OMT, ONUDI, ONU-Habitat, PAM, PNUCID, PNUD, PNUE, UIT, UNESCO, UNICEF, UNIFEM, UNITAR, UNOPS, UNRWA, UPU et VNU.

Annexe VI

Tableaux des contributions et des dépenses

A. Contributions aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

- A-1. Vue d'ensemble des contributions versées de 2001 à 2005 par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies
- A-2. Contributions versées par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies : ressources de base et autres ressources pour la période 2001-2005
- A-3. Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies
- A-4. Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies
- A-5. Ventilation par donateur des contributions extrabudgétaires versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-6. Ventilation par principal donateur des contributions extrabudgétaires versées de 2001 à 2005 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées
- A-7. Ventilation par institution spécialisée des contributions extrabudgétaires versées de 2001 à 2005 aux fins d'activités opérationnelles

B. Dépenses engagées par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

- B-1. Vue d'ensemble des dépenses engagées de 2001 à 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-2. Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-3. Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-4. Transferts de fonds entre organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles en 2005
- B-5. Ventilation par secteur des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles
- B-6. Ventilation par source de financement des dépenses engagées de 2001 à 2005 au titre des activités opérationnelles dans les pays les moins avancés

Tableau A-1
**Vue d'ensemble des contributions versées de 2001 à 2005
par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités
opérationnelles des organismes des Nations Unies**

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	2001	2002	2003	2004	2005
Contributions versées au PNUD ^a	2 286	2 441	2 863	3 796	4 295
Contributions versées au FNUAP ^b	364	339	374	425	505
Contributions versées à l'UNICEF ^c	1 180	1 399	1 688	1 969	2 626
Contributions versées au PAM ^d	1 794	1 907	2 820	3 116	2 940
Contributions versées au HCR	779	816	929	962	1 096
Contributions versées aux institutions spécialisées ^e	1 613	1 511	1 985	2 196	3 114
Contributions versées à d'autres Fonds et Programmes des Nations Unies ^f	496	521	569	530	699
Contributions versées au FIDA	42	20	194	243	262
Total	8 554	8 954	11 422	13 237	15 537

Source : les données du présent tableau et de tous les suivants ont été fournies par les institutions des Nations Unies ou extraites du rapport sur les dépenses engagées par le système des Nations Unies au titre de la coopération technique en 2005 (DP/2006/38) ou des états financiers du système.

^a Il s'agit de la participation aux coûts, des contributions de contrepartie en espèces versées par les gouvernements et d'autres contributions « autofinancées », ainsi que des contributions versées aux Volontaires des Nations Unies, à l'UNIFEM et au FENU.

^b Il s'agit des contributions aux fonds d'affectation spéciale et aux programmes spéciaux de population du FNUAP.

^c Y compris les bénéfices nets provenant de la vente des cartes de vœux, qui sont utilisés aux fins des activités opérationnelles.

^d Il s'agit des contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence et des contributions extrabudgétaires.

^e Il s'agit de la part des contributions statutaires des États Membres qui, dans le budget ordinaire, financent les dépenses de coopération technique.

^f Il s'agit des contributions aux budgets ordinaires de l'Organisation des Nations Unies et de ses commissions régionales, de la CNUCED, d'ONU-Habitat, des Volontaires des Nations Unies et de l'UNRWA, et des contributions extrabudgétaires aux activités de ces entités, y compris les contributions « autofinancées » versées par les gouvernements.

Tableau A-2

Contributions versées par les gouvernements et d'autres sources aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies : ressources de base et autres ressources pour la période 2001-2005

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	2001		2002		2003		2004		2005	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Contributions versées au PNUD ^a	702	1 584	710	1 731	823	2 040	888	2 908	955	3 341
Contributions versées au FNUAP ^b	260	104	247	92	289	86	325	100	364	141
Contributions versées à l'UNICEF ^c	541	639	697	702	721	967	779	1 190	796	1 830
Contributions versées au PAM ^d	1 756	38	1 895	12	2 792	28	2 292	825	2 802	138
Contributions versées au HCR	635	144	622	194	653	276	794	168	799	297
Contributions versées aux institutions spécialisées ^e	424	1 189	479	1 032	518	1 467	497	1 699	597	2 517
Total^f	4 318	3 698	4 650	3 763	5 796	4 864	5 575	6 890	6 313	8 264

^{a, b, c, d, e} Voir les notes accompagnant le tableau A-1.

^f À l'exception des contributions versées à d'autres fond et programmes des Nations Unies.

Tableau A-3
**Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles
des organismes des Nations Unies**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées^a</i>	<i>FIDA</i>	Total
États Membres								
Afghanistan	1 161	0	0	0	0	1 638	0	2799
Afrique du Sud	1 449	26	211	5 385	382	720	0	8 173
Albanie	135	0	0	0	0	0	0	135
Algérie	3 743	162	58	14 850	60	190	350	19 413
Allemagne	111 999	28 588	177 595	68 975	40 157	34 085	10 293	471 692
Andorre	52	19	1 544	32	0	26	0	1673
Angola	0	6	0	0	0	117	0	123
Antigua-et-Barbuda	0	1	0	0	0	0	0	1
Arabie saoudite	8 165	300	3 650	3 262	600	18 943	3 500	38 420
Argentine	288 269	0	2701	0	20	6 428	0	29 7418
Arménie	100	1	32	0	0	1	7	141
Australie	27 850	3 702	56 038	63 083	1 3276	30 577	2 227	19 6753
Autriche	10 870	784	6 991	4 343	1485	6 665	3 223	34 361
Azerbaïdjan	6 700	3	135	812	0	0	0	7650
Bahamas	13	1	2	0	3	-11	0	8
Bahreïn	1 313	0	0	0	0	1 195	0	2 508
Bangladesh	164	28	556	14 347	0	2	210	15 307
Barbade	21	4	4	0	0	1	0	30
Bélarus	0	0	0	0	0	1	0	1
Belgique	42 206	7 331	40 232	14 834	9 612	39 083	8 620	16 1918
Belize	30	3	54	0	0	0	0	87
Bénin	186	4	0	0	2	1	97	290
Bhoutan	4	6	29	0	0	25	0	64
Bolivie	6 461	0	100	0	0	2 225	0	8 786
Bosnie-Herzégovine	3 957	2	0	0	0	0	0	3 959
Botswana	626	115	82	0	0	33	0	856
Brésil	191 811	115	6 427	0	50	185 037	5277	388 717
Brunéi Darussalam	0	0	115	0	0	0	0	115
Bulgarie	18 694	2	3	0	0	13	0	18 712
Burkina Faso	120	2	1	0	0	124	58	305
Burundi	0	1	2	0	0	92	0	95
Cambodge	-11	3	6	0	0	1 564	0	1 562
Cameroun	123	14	0	0	0	0	300	437
Canada	130 184	18 520	136 706	148 168	31 742	184 825	24 131	674 276

Tableau A-3

Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Cap-Vert	217	2	0	0	0	325	0	544
Chili	8 781	19	1 350	0	10	239	0	10 399
Chine	25 001	1 900	3 534	2 750	250	6 666	13 650	53 751
Chypre	276	2	706	0	113	8	0	1 105
Colombie	55 212	129	3 314	3 126	25	4 134	170	66 110
Comores	0	1	0	0	0	0	0	1
Congo	800	34	0	0	0	0	0	834
Costa Rica	151	6	16	0	15	502	0	690
Côte d'Ivoire	714	15	463	0	0	0	0	1 192
Croatie	40	1	1314	0	10	4	0	1 369
Cuba	2 582	5	0	864	0	255	0	3 706
Danemark	88 404	32 073	58 534	52 071	53 033	31 322	24 118	33 9555
Djibouti	0	1	1	52	27	0	0	81
Dominique	10	0	0	0	0	0	0	10
Égypte	34 999	81	3	327	0	1 846	1 050	38 306
El Salvador	5 130	2	0	0	0	320	0	5 452
Émirats arabes unis	2 811	0	2 857	1 000	54	2 380	690	9 792
Équateur	5 205	0	1 216	62 306	0	1 489	0	70 216
Érythrée	2	2	0	106	0	0	0	110
Espagne	13 996	1 498	53 114	11 163	15 111	23 676	0	118 558
Estonie	97	23	60	0	56	1 594	0	1 830
États fédérés de Micronésie	-10	3	0	0	0	0	0	-7
États-Unis d'Amérique	251 648	0	435 789	1 258 268	322 712	310 332	28 485	2 607 234
Éthiopie	0	3	50	30	0	2 198	30	2 311
Ex-République yougoslave de Macédoine	5 976	2	0	0	0	51	0	6 029
Fédération de Russie	24309	150	4095	11 000	2 000	10 967	0	52 521
Fidji	0	3	84	0	0	2	0	89
Finlande	34 603	22 946	35 738	22 854	18 780	24 355	1 945	16 1221
France	41 092	3 409	141 590	37 571	13 549	53 202	20 555	31 0968
Gabon	207	89	318	0	0	0	0	614
Gambie	0	9	112	0	0	0	0	121
Géorgie	3 211	1	54	109	0	0	0	3 375
Ghana	190	13	0	0	0	2 818	0	3 021
Grèce	787	15	5651	4 208	4 962	679	0	16 302
Grenade	10	0	0	0	0	0	0	10

Tableau A-3
**Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles
des organismes des Nations Unies**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialiséesa</i>	<i>FIDA</i>	Total
Guatemala	25 923	709	13	0	0	18 542	0	45 187
Guinée	0	4	0	0	0	0	0	4
Guinée-Bissau	3	0	0	0	0	0	0	3
Guinée équatoriale	1 795	137	0	0	0	-418	0	1 514
Guyana	6	1	141	0	0	0	0	148
Haïti	2 900	10	0	307	0	136	0	3 353
Honduras	64 421	3	266	11 252	0	2 175	0	78 117
Hongrie	133	10	880	185	40	135	0	1 383
Îles Marshall	65	2	0	0	0	0	0	67
Îles Salomon	0	0	0	0	0	0	0	0
Inde	4 457	208	3 161	35 434	0	3 805	5 000	52 065
Indonésie	0	34	1 927	0	0	989	1 500	4 450
Iran (République islamique d')	84	50	197	0	0	4 052	0	4 383
Iraq	0	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	32 654	3 817	28 048	17 981	14 341	17 531	473	114 845
Islande	770	94	999	478	99	482	0	2922
Israël	5 543	20	98	50	50	906	0	6 667
Italie	64 909	2 642	94 078	48 526	15 864	157 060	0	383 079
Jamahiriya arabe libyenne	4 275	0	0	0	100	184	0	4 559
Jamaïque	3	1	79	0	0	1 817	0	1 900
Japon	217 161	43138	296 899	164 393	94 519	70 521	24 318	910 949
Jordanie	1 587	50	16	0	0	230	158	2 041
Kazakhstan	0	20	43	0	0	10	0	73
Kenya	0	10	460	14 311	0	54	316	15 151
Kirghizistan	0	1	0	0	0	0	0	1
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0
Koweït	7 394	500	700	500	200	854	3 250	13 398
Lesotho	130	3	0	0	0	135	0	268
Lettonie	23	0	-12	0	0	155	0	166
Liban	2 899	354	457	0	0	1076	0	4 786
Libéria	50	10	0	0	0	0	0	60
Liechtenstein	104	23	104	46	171	0	0	448
Lituanie	224	0	24	0	4	35	0	287
Luxembourg	11 334	6 482	11 519	12 111	7 499	18 655	216	67 816
Madagascar	0	2	0	0	0	11	0	13
Malaisie	637	215	590	1 430	0	1 075	0	3 947

Tableau A-3
**Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles
des organismes des Nations Unies**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialiséesa</i>	<i>FIDA</i>	Total
Malawi	2 024	3	33	463	0	0	0	2 523
Maldives	0	5	13	0	0	2	10	30
Mali	326	7	3	0	0	0	0	336
Malte	0	1	3	0	0	662	0	666
Maroc	4 008	180	1 134	0	75	335	550	6 282
Maurice	1	3	49	0	5	2	0	60
Mauritanie	771	2	0	0	0	0	0	773
Mexique	5 468	384	6 312	0	102	3 364	1 000	16 630
Monaco	188	0	81	36	30	403	0	738
Mongolie	34	4	55	0	0	0	0	93
Mozambique	0	1	0	0	0	1 692	0	1 693
Myanmar	0	0	0	0	0	1	0	1
Namibie	24	1	4	2	0	673	0	704
Nauru	0	0	1	0	0	0	0	1
Népal	830	6	1	149	0	147	50	1 183
Nicaragua	8 545	4	8	0	0	0	0	8 557
Niger	72	5	0	0	0	2 092	0	2 169
Nigéria	4 424	756	690	33	76	2 706	1 500	10 185
Norvège	210 054	44 769	209 768	90 837	62 786	131 106	9 960	759 280
Nouvelle-Zélande	18 428	5 171	6 668	10 239	4 108	3 410	0	48 024
Oman	0	26	616	0	0	3 822	0	4 464
Ouganda	0	10	0	60	0	(74)	45	41
Ouzbékistan	4	1	0	0	0	0	0	5
Pakistan	1 279	500	76	0	0	1 794	2001	5 650
Palaos	50	0	0	0	0	0	0	50
Panama	88 828	16	549	2	0	23 522	16	112 933
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	3	1	0	0	274	0	278
Paraguay	32 859	47	0	0	0	0	0	32 906
Pays-Bas	194 216	88 648	201 847	109 667	76 476	108 657	8 151	787 662
Pérou	67 815	19 843	369	0	0	5 367	0	93 394
Philippines	998	28	1 034	0	1	902	0	2 963
Pologne	945	20	264	200	162	594	0	2 185
Portugal	6 166	40	9 397	957	1 618	2 387	1 233	21 798
Qatar	0	0	50	199	100	871	4 254	5 474
République arabe syrienne	8 924	853	6	1 565	0	-20	0	11 328

Tableau A-3
**Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles
des organismes des Nations Unies**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialiséesa</i>	<i>FIDA</i>	Total
République centrafricaine	0	1	0	0	0	0	0	1
République de Corée	5 884	180	16 922	1 148	1 150	11 486	1 750	38 520
République démocratique du Congo	3 200	3	0	0	0	455	1 152	4 810
République démocratique populaire lao	0	2	6	0	0	111	0	119
République de Moldova	32	63	1	0	0	0	0	96
République dominicaine	6 313	2	80	0	0	360	0	6 755
République populaire démocratique de Corée	2	37	3	0	0	108	0	150
République tchèque	1 080	122	2 703	1 236	326	1 252	0	6 719
République-Unie de Tanzanie	0	5	0	0	0	687	50	742
Roumanie	1 684	10	748	0	7	157	50	2 656
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	266 962	68 405	227 274	116 933	56 892	300 815	13 845	1 051 126
Rwanda	40	0	1	0	0	426	4	471
Sainte-Lucie	40	1	0	0	0	0	0	41
Saint-Kitts-et-Nevis	10	0	0	0	0	0	0	10
Saint-Marin	0	0	55	0	6	0	0	61
Saint-Vincent-et-les Grenadines	10	0	2	0	0	1	0	13
Samoa	45	5	1	0	0	0	0	51
Sao Tomé-et-Principe	10	29	0	0	0	0	0	39
Sénégal	98	19	116	36	0	0	0	269
Serbie-et-Monténégro	0	0	809	0	0	84	0	893
Seychelles	0	2	0	0	0	0	0	2
Sierra Leone	0	12	524	0	0	-15	0	521
Singapour	350	0	108	15	10	302	0	785
Slovaquie	0	6	638	30	12	739	0	1 425
Slovénie	3 406	3	3 072	94	30	1 204	0	7 809
Somalie	2 000	0	0	0	0	1 859	0	3 859
Soudan	192	30	0	0	0	209	0	431
Sri Lanka	0	18	33	196	0	88	334	669
Suède	192 377	62 237	145 044	84 566	85 199	128 646	12 128	710 197
Suisse	55 806	9 803	36 517	34 447	23 703	25 895	11 882	198 053
Suriname	55	1	0	0	0	0	0	56

Tableau A-3

Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialiséesa</i>	<i>FIDA</i>	Total
Swaziland	331	10	0	0	0	0	20	361
Tadjikistan	0	0	0	0	0	1	0	1
Tchad	3 730	22	0	0	0	50	0	3802
Thaïlande	489	96	4 796	254	20	2 024	0	7 679
Timor-Leste	0	1	0	0	0	0	0	1
Togo	0	11	0	0	0	0	0	11
Tonga	0	1	0	0	0	0	0	1
Trinité-et-Tobago	4 830	5	17	15	0	577	0	5 444
Tunisie	456	59	127	0	4	1 086	200	1 932
Turkménistan	7 935	0	0	0	0	0	0	7 935
Turquie	848	108	2 375	3 050	1 100	11 466	3 760	22 707
Tuvalu	0	3	0	0	0	0	0	3
Ukraine	0	0	49	0	0	85	0	134
Uruguay	9 517	5	307	0	0	223	0	10 052
Vanuatu	0	1	0	0	0	0	0	1
Venezuela (République bolivarienne du)	4 821	9	883	3 015	5	8 366	3 376	20 475
Viet Nam	232	4	131	0	0	13	300	680
Yémen	1 441	356	10	0	0	193	497	2 497
Zambie	0	2	7	0	0	-15	0	-6
Zimbabwe	2 280	0	49	0	0	0	0	2 329
Total, États Membres	3 146 117	483 756	2 506 364	2 572 344	974 989	2 086 800	262 335	12 032 705
États non membres ou zones								
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	-47	0	0	0	0	2 526	0	2 479
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane française	0	0	0	0	0	747	0	747
Hong Kong (Chine)	0	0	34 129	0	0	13	0	34 142
Îles Caïmanes	10	0	9	0	0	0	0	19
Îles Cook	0	1	0	0	0	0	0	1
Îles Féroé	0	0	0	285	0	0	0	285
Îles Turques et Caïques	50	0	0	0	0	0	0	50

Tableau A-3
**Ventilation par pays des contributions versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles
des organismes des Nations Unies**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées^a</i>	<i>FIDA</i>	Total
Îles Vierges britanniques	10	0	0	0	0	0	0	10
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	36	0	36
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	10	0	0	0	0	0	0	10
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Siège	0	0	0	0	20	144	0	164
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	9 994	0	0	0	0	5 352	0	15 346
Total, États non membres ou zones	10 027	1	34 138	285	20	8 818	0	53 289
Total, pays et zones	3 156 144	483 757	2 540 502	2 572 629	975 009	2 095 618	262 335	12 085 994
Commission européenne	445 082	15 185	72 506	270 537	86 130	55 999	0	945 439
Autres organisations intergouvernementales	340 765	2 670	19 253	3 200	1 612	210 933	0	578 433
Organisations non gouvernementales et secteur privé	234 877	3 405	17 126	55 014	30 243	154 668	0	495 333
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	1 020 724	21 260	108 885	32 8751	117 985	421 600	0	2 019 205
Opérations Cartes de vœux	0	0	-95 360	0	0	0	0	-95 360
Non classé ailleurs ^b	118 559	49	72 190	39 459	2 621	0	0	232 878
Total^c	4 295 427	505 066	2 626 217	2 940 839	1 095 615	2 517 218	262 335	14 242 717

^a Il s'agit des contributions extrabudgétaires uniquement, car les données sur les contributions au titre du budget ordinaire ne sont pas disponibles actuellement.

^b Contributions non détaillées dans le rapport.

^c À l'exception des contributions versées à d'autres fonds et programmes des Nations Unies.

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
États Membres														
Afghanistan	0	1 161	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 161
Afrique du Sud	146	1 287	16	0	26	0	0	211	5 385	0	261	121	5 834	1 619
Albanie	0	135	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	135
Algérie	0	3 743	0	0	10	152	24	34	14 850	0	60	0	14 944	3 929
Allemagne	32 048	75 778	3 278	895	19 127	9 461	60 369	117 226	68 975	0	21 518	18 639	205 315	221 999
Andorre	26	0	26	0	19	0	194	1 350	32	0	0	0	297	1 350
Angola	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	6	0
Antigua-et-Barbuda	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Arabie saoudite	2 000	6 165	0	0	300	0	1 122	2 528	3 262	0	100	500	6 784	9 193
Argentine	0	288 269	0	0	0	0	132	2 569	0	0	20	0	152	290 838
Arménie	0	100	0	0	1	0	2	30	0	0	0	0	3	130
Australie	5 303	21 927	426	194	1 939	1 763	8 791	47 247	63 083	0	12 131	1 145	91 673	72 276
Autriche	5 144	5 287	297	142	784	0	3 923	3 068	4 343	0	1 360	125	15 851	8 622
Azerbaïdjan	0	6 697	3	0	3	0	8	127	812	0	0	0	826	6 824
Bahamas	3	10	0	0	1	0	2	0	0	0	3	0	9	10
Bahreïn	29	1 284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29	1 284
Bangladesh	161	0	3	0	28	0	0	556	14 347	0	0	0	14 539	556
Barbade	10	10	1	0	4	0	4	0	0	0	0	0	19	10
Bélarus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Belgique	18 323	22 531	747	605	4 266	3 065	14 625	25 607	14 834	0	5 923	3 690	58 718	55 498
Belize	0	30	0	0	3	0	50	4	0	0	0	0	53	34
Bénin	0	186	0	0	4	0	0	0	0	0	2	0	6	186
Bhoutan	0	0	4	0	6	0	15	14	0	0	0	0	25	14
Bolivie	0	6 461	0	0	0	0	0	100	0	0	0	0	0	6 561

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Bosnie-Herzégovine	0	3 957	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	3 957
Botswana	0	626	0	0	5	110	8	74	0	0	0	0	13	810
Brésil	0	191 443	0	368	15	100	1 379	5 048	0	0	50	0	1 444	196 959
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0	0	0	115	0	0	0	0	0	115
Bulgarie	0	18 694	0	0	2	0	3	0	0	0	0	0	5	18 694
Burkina Faso	0	120	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	2	121
Burundi	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	3	0
Cambodge	0	-34	0	23	3	0	5	1	0	0	0	0	8	-10
Cameroun	0	123	0	0	14	0	0	0	0	0	0	0	14	123
Canada	46 694	80 290	84	3 116	11 762	6 758	17 828	118 878	148 168	0	24 590	7 152	249 126	216 194
Cap-Vert	0	217	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	217
Chili	0	8 781	0	0	5	14	154	1 196	0	0	10	0	169	9 991
Chine	3 250	21 661	90	0	900	1 000	1 375	2 159	2 750	0	250	0	8 615	24 820
Chypre	10	256	10	0	2	0	706	0	0	0	50	63	778	319
Colombie	690	54 522	0	0	43	86	1 620	1 694	3 126	0	25	0	5 504	56 302
Comores	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Congo	0	800	0	0	34	0	0	0	0	0	0	0	34	800
Costa Rica	0	151	0	0	6	0	16	0	0	0	15	0	37	151
Côte d'Ivoire	0	714	0	0	15	0	0	463	0	0	0	0	15	1 177
Croatie	0	40	0	0	1	0	353	961	0	0	10	0	364	1 001
Cuba	2 582	0	0	0	5	0	0	0	864	0	0	0	3 451	0
Danemark	62 377	24 727	809	491	31 915	158	36 362	22 172	52 071	0	40 379	12 654	223 913	60 202
Djibouti	0	0	0	0	1	0	1	0	52	0	27	0	81	0
Dominique	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Égypte	208	34 791	0	0	81	0	0	3	327	0	0	0	616	34 794
El Salvador	0	5 130	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	5 130

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Émirats arabes unis	0	2 811	0	0	0	0	100	2 757	1 000	0	54	0	1 154	5 568
Équateur	0	4 389	0	816	0	0	175	1 041	0	62 306	0	0	175	68 552
Érythrée	0	2	0	0	2	0	0	0	106	0	0	0	108	2
Espagne	8 155	5 120	74	647	792	706	23 653	29 461	11 163	0	10 245	4 865	54 082	40 799
Estonie	0	97	0	0	23	0	29	31	0	0	23	33	75	161
États-Unis d'Amérique	105 000	141 572	2 085	2 991	0	0	127 780	308 009	1 255 867	2 401	229 912	92 799	1 720 644	547 772
Éthiopie	0	0	0	0	3	0	50	0	30	0	0	0	83	0
Ex-République yougoslave de Macédoine	0	5 976	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	5 976
Fédération de Russie	418	23 891	0	0	150	0	500	3 595	11 000	0	2 000	0	14 068	27 486
Fidji	0	0	0	0	3	0	0	84	0	0	0	0	3	84
Finlande	19 146	14 360	697	400	19 199	3 747	24 073	11 665	22 854	0	16 517	2 263	102 486	32 435
France	28 010	12 766	130	186	3 392	17	49 853	91 737	37 571	0	11 156	2 393	130 112	107 099
Gabon	0	207	0	0	89	0	0	318	0	0	0	0	89	525
Gambie	0	0	0	0	9	0	0	112	0	0	0	0	9	112
Géorgie	0	3 211	0	0	1	0	0	54	0	109	0	0	1	3 374
Ghana	0	190	0	0	13	0	0	0	0	0	0	0	13	190
Grèce	0	772	15	0	15	0	5 583	68	4 208	0	1 138	3 823	10 959	4 663
Grenade	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Guatemala	0	25 923	0	0	1	708	1	12	0	0	0	0	2	26 643
Guinée	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4	0
Guinée-Bissau	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Guinée équatoriale	0	1 795	0	0	41	96	0	0	0	0	0	0	41	1 891
Guyana	3	0	3	0	1	0	5	136	0	0	0	0	12	136

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Haïti	0	2 900	0	0	10	0	0	0	307	0	0	0	317	2 900
Honduras	0	64 421	0	0	3	0	31	235	675	10 577	0	0	709	75 233
Hongrie	0	133	0	0	10	0	645	235	185	0	40	0	880	368
Îles Marshall	0	64	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	3	64
Îles Salomon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inde	4 420	0	37	0	208	0	900	2 261	35 434	0	0	0	40 999	2 261
Indonésie	0	0	0	0	34	0	365	1 562	0	0	0	0	399	1 562
Iran (République islamique d')	20	64	0	0	50	0	183	14	0	0	0	0	253	78
Iraq	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Irlande	18 301	11 509	1 840	1 004	3 817	0	14 024	14 024	17 981	0	12 614	1 727	68 577	28 264
Islande	322	0	0	448	47	47	247	752	478	0	99	0	1 193	1 247
Israël	25	5 500	18	0	20	0	65	33	50	0	50	0	228	5 533
Italie	19 405	41 120	1 627	2 757	2 642	0	41 612	52 466	47 733	793	14 237	1 627	127 256	98 763
Jamahiriya arabe libyenne	0	4 275	0	0	0	0	0	0	0	0	100	0	100	4 275
Jamaïque	0	3	0	0	1	0	1	78	0	0	0	0	2	81
Japon	82 432	131 432	797	2 500	37 491	5 647	107 261	189 638	160 102	4 291	64 442	30 077	452 525	363 585
Jordanie	270	1 035	0	282	50	0	14	2	0	0	0	0	334	1 319
Kazakhstan	0	0	0	0	20	0	20	23	0	0	0	0	40	23
Kenya	0	0	0	0	10	0	56	404	14 311	0	0	0	14 377	404
Kirghizistan	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koweït	0	7 394	0	0	0	500	200	500	500	0	200	0	900	8 394
Lesotho	0	130	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3	130
Lettonie	0	23	0	0	0	0	-12	0	0	0	0	0	-12	23

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Liban	0	2 899	0	0	2	352	61	396	0	0	0	0	63	3 647
Libéria	0	50	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	10	50
Liechtenstein	12	83	9	0	8	15	9	95	46	0	83	88	167	281
Lituanie	0	224	0	0	0	0	7	17	0	0	4	0	11	241
Luxembourg	1 552	6 744	1 135	1 903	1 294	5 188	2 364	9 155	12 111	0	6 113	1 386	24 569	24 376
Madagascar	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Malaisie	0	632	5	0	15	200	84	506	1 430	0	0	0	1 534	1 338
Malawi	0	2 024	0	0	3	0	9	24	0	463	0	0	12	2 511
Maldives	0	0	0	0	5	0	8	5	0	0	0	0	13	5
Mali	0	326	0	0	7	0	0	3	0	0	0	0	7	329
Malte	0	0	0	0	1	0	3	0	0	0	0	0	4	0
Maroc	206	3 794	8	0	10	170	353	781	0	0	75	0	652	4 745
Maurice	0	1	0	0	3	0	-1	50	0	0	5	0	7	51
Mauritanie	0	771	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	771
Mexique	1 257	4 151	60	0	50	334	819	5 493	0	0	102	0	2 288	9 978
Micronésie (États fédérés de)	0	-10	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3	-10
Moldova	0	32	0	0	0	63	1	0	0	0	0	0	1	95
Monaco	10	178	0	0	0	0	80	1	36	0	30	0	156	179
Mongolie	44	-10	0	0	4	0	11	44	0	0	0	0	59	34
Mozambique	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Myanmar	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Namibie	1	21	2	0	1	0	2	2	2	0	0	0	8	23
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Népal	80	750	0	0	6	0	0	1	149	0	0	0	235	751
Nicaragua	0	8 545	0	0	4	0	4	4	0	0	0	0	8	8 549

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Niger	0	72	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5	72
Nigéria	0	4 424	0	0	10	746	207	483	33	0	0	76	250	5 729
Norvège	108 913	92 719	5 162	3 260	39 474	5 295	48 779	160 989	90 837	0	44 112	18 674	337 277	280 937
Nouvelle-Zélande	4 786	12 643	285	714	2 146	3 025	1 773	4 895	10 239	0	1 281	2 827	20 510	24 104
Oman	0	0	0	0	26	0	55	561	0	0	0	0	81	561
Ouganda	0	0	0	0	10	0	0	0	60	0	0	0	70	0
Ouzbékistan	0	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	4
Pakistan	452	806	21	0	500	0	51	25	0	0	0	0	1 024	831
Palaos	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50
Panama	0	88 827	1	0	16	0	98	451	2	0	0	0	117	89 278
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0	3	1
Paraguay	0	32 859	0	0	0	47	0	0	0	0	0	0	0	32 906
Pays-Bas	111 875	80 841	0	1 500	79 427	9 221	75 079	126 768	109 667	0	65 282	11 194	441 330	229 524
Pérou	0	67 815	0	0	2	19 841	215	154	0	0	0	0	217	87 810
Philippines	0	991	7	0	28	0	172	862	0	0	1	0	208	1 853
Pologne	0	945	0	0	0	20	-137	401	200	0	162	0	225	1 366
Portugal	1 800	4 366	0	0	40	0	5 905	3 492	957	0	1 376	241	10 078	8 099
Qatar	0	0	0	0	0	0	50	0	199	0	100	0	349	0
République arabe syrienne	0	8 914	10	0	3	850	6	0	1 565	0	0	0	1 584	9 764
République centrafricaine	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
République de Corée	715	5 089	30	50	130	50	10 621	6 301	1 148	0	1 100	50	13 744	11 540
République démocratique du Congo	0	3 200	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3	3 200

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
République démocratique populaire lao	0	0	0	0	2	0	5	1	0	0	0	0	7	1
République dominicaine	0	6 313	0	0	2	0	80	0	0	0	0	0	82	6 313
République populaire démocratique de Corée	0	2	0	0	37	0	0	3	0	0	0	0	37	5
République tchèque	265	566	94	155	122	0	991	1 712	1 236	0	27	300	2 735	2 733
République-Unie de Tanzanie	0	0	0	0	5	0	0	0	0	0	0	0	5	0
Roumanie	0	1 684	0	0	10	0	14	734	0	0	7	0	31	2 418
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	80 741	175 083	5 541	5 597	38 314	30 091	42 847	184 427	117 560	-627	42 480	14 412	327 483	408 983
Rwanda	0	40	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	40
Sainte-Lucie	0	40	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	40
Saint-Kitts-et-Nevis	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	0	55	0	0	6	0	6	55
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0	10	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2	10
Samoa	6	38	1	0	5	0	1	0	0	0	0	0	13	38
Sao Tomé-et-Principe	0	10	0	0	2	27	0	0	0	0	0	0	2	37
Sénégal	0	98	0	0	19	0	65	51	36	0	0	0	120	149
Serbie et Monténégro	0	0	0	0	0	0	209	600	0	0	0	0	209	600
Seychelles	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Sierra Leone	0	0	0	0	12	0	0	524	0	0	0	0	12	524
Singapour	300	0	50	0	0	0	98	10	15	0	10	0	473	10

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Slovaquie	0	0	0	0	6	0	81	557	30	0	12	0	129	557
Slovénie	0	3 406	0	0	3	0	1 194	1 878	94	0	30	0	1 321	5 284
Somalie	0	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000
Soudan	0	192	0	0	30	0	0	0	0	0	0	0	30	192
Sri Lanka	0	0	0	0	18	0	0	33	196	0	0	0	214	33
Suède	99 399	78 174	9 489	5 315	51 674	10 563	61 434	83 610	84 566	0	74 735	10 464	381 297	188 126
Suisse	40 310	13 271	1 256	969	9 766	37	24 157	12 360	34 447	0	19 695	4 007	129 631	30 644
Suriname	0	55	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	55
Swaziland	0	331	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	10	331
Tadjikistan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tchad	0	3 730	0	0	22	0	0	0	0	0	0	0	22	3 730
Thaïlande	478	-3	14	0	96	0	305	4 491	254	0	20	0	1 167	4 488
Timor-Leste	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Togo	0	0	0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	11	0
Tonga	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Trinité-et-Tobago	0	4 830	0	0	5	0	17	0	15	0	0	0	37	4 830
Tunisie	82	374	0	0	21	38	109	18	0	0	4	0	216	430
Turkménistan	0	7 935	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 935
Turquie	0	823	25	0	108	0	605	1 770	3 050	0	550	550	4 338	3 143
Tuvalu	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	3	0
Ukraine	0	0	0	0	0	0	0	49	0	0	0	0	0	49
Uruguay	0	9 517	0	0	5	0	60	247	0	0	0	0	65	9 764
Vanuatu	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Venezuela (République bolivarienne du)	0	4 821	0	0	5	4	553	330	3 015	0	5	0	3 578	5 155

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Viet Nam	29	203	0	0	4	0	20	111	0	0	0	0	53	314
Yémen	0	1 441	0	0	15	341	10	0	0	0	0	0	25	1 782
Zambie	0	0	0	0	2	0	0	7	0	0	0	0	2	7
Zimbabwe	0	2 280	0	0	0	0	0	49	0	0	0	0	0	2 329
Total, États Membres	918 244	2 154 222	36 323	37 328	363 103	120 653	826 033	1 680 331	2 492 031	80 313	727 022	247 967	5 362 756	4 320 814
États non membres ou zones														
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	-47	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-47
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hong Kong (Chine)	0	0	0	0	0	0	5 641	28 488	0	0	0	0	5 641	28 488
Îles Caïmanes	0	10	0	0	0	0	9	0	0	0	0	0	9	10
Îles Cook	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Îles Féroé	0	0	0	0	0	0	0	0	285	0	0	0	285	0
Îles Turques et Caïques	0	50	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50
Îles vierges britanniques	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Tableau A-4
Ventilation par pays et par type de ressources des contributions versées en 2005
aux fins des activités opérationnelles des organismes des Nations Unies

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Fonds administrés par le PNUD		FNUAP		UNICEF		PAM		HCR		Total	
	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources	Ressources de base	Autres ressources
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Siège	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20	0	20	0
Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	9 994	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 994
Total, États non membres ou zones	0	10 027	0	0	1	0	5 650	28 488	285	0	20	0	5 956	38 515
Total, pays et zones	918 244	2 164 249	36 323	37 328	363 104	120 653	831 683	1 708 819	2 492 316	80 313	727 042	247 967	5 368 712	4 359 329
Commission européenne	0	445 082	0	0	0	15 185	0	72 506	262 856	7 681	58 021	28 109	320 877	568 563
Autres organisations intergouvernementales	0	337 034	0	3 731	0	2 670	840	18 413	3 200	0	1 447	165	5 487	362 013
Organisations non gouvernementales et secteur privé	0	234 197	0	680	750	2 655	0	17 126	4 065	50 949	10 993	19 250	15 808	324 857
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	0	1 016 313	0	4 411	750	20 510	840	108 045	270 121	58 630	70 461	47 524	342 172	1 255 433
Opérations Cartes de vœux	0	0	0	0	0	0	-95 360	0	0	0	0	0	-95 360	0
Non classé ailleurs ^a	0	118 559	0	0	1	48	59 313	12 877	39 974	-800	1 007	1 614	100 295	132 298
Total^b	918 244	3 299 121	36 323	41 739	363 855	141 211	796 476	1 829 741	2 802 411	138 143	798 509	297 106	5 715 818	5 747 061

^a Contributions non détaillées dans le rapport.

^b À l'exception des contributions versées à d'autres fonds et programmes des Nations Unies.

Tableau A-5

Ventilation par donateur^a des contributions extrabudgétaires versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	OMS	FAO	ONUDI	OIT	UNESCO	CCI	AIEA	OACI	OMI	UIT	UPU	OMPI	OMM	OMT	Total
Allemagne	15 580	12 326	-6	3 000	2 729	0	48	66	23	0	29	256	35	0	34 085
Arabie saoudite	429	-2 482	19	0	7 621	0	0	0	0	0	0	0	9	0	5 596
Australie	26 446	2 886	0	382	244	0	7	0	0	482	0	16	115	0	30 577
Autriche	969	0	5 386	41	141	0	0	0	0	0	0	125	2	0	6 665
Belgique	11 833	19 238	494	4 264	3 240	0	2	0	0	0	12	0	0	0	39 083
Brésil	0	0	0	200	1 611	0	9	0	0	0	0	203	0	0	2 024
Canada	170 343	3 958	42	1 982	2 305	5 449	154	0	206	212	0	19	155	0	184 825
Chine	4 350	400	515	0	103	70	719	0	0	0	27	0	52	0	6 236
Danemark	23 179	325	-51	3 513	735	3 554	1	0	67	0	0	0	0	0	31 322
Émirats arabes unis	500	0	0	287	100	1 487	0	0	0	0	0	7	-148	0	2 233
Espagne	7 008	8 042	796	5 087	2 143	0	77	0	0	0	42	376	106	0	23 676
États-Unis d'Amérique	224 488	12 447	0	61 238	4 457	0	7 031	0	56	0	10	34	572	0	310 332
Fédération de Russie	10 500	0	196	0	34	0	7	0	34	0	0	137	0	0	10 908
Finlande	10 086	4 781	1 395	3 465	3 352	0	13	51	0	0	0	35	1 177	0	24 355
France	37 057	3 490	1 612	5 550	3 415	526	283	0	360	0	446	370	94	0	53 202
Ghana	0	0	0	0	0	2 776	1	0	0	0	0	0	0	0	2 777
Inde	60	0	2 283	0	23	0	29	0	0	0	4	0	5	0	2 404
Iran (République islamique d')	10	0	105	0	44	0	4	0	0	2 962	0	0	0	0	3 125
Irlande	11 344	1 904	1	3 072	1 205	0	-2	0	0	0	0	0	8	0	17 531
Italie	48 921	44 589	17 560	9 547	35 090	0	2	14	27	0	0	102	1 208	0	157 060
Japon	30 652	18 012	3 332	2 548	13 691	0	41	0	134	0	84	1 583	445	0	70 521
Luxembourg	16 473	242	2	1 808	129	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 655
Malaisie	1 025	0	0	0	6	0	22	0	0	0	4	7	11	0	1 075
Norvège	96 046	16 704	948	7 631	8 950	0	0	-28	722	0	0	46	88	0	131 106
Nouvelle-Zélande	1 341	597	0	886	581	0	2	0	0	0	0	0	4	0	3 410
Oman	100	1 000	0	0	15	2 164	0	0	0	0	1	0	2	0	3 282
Pays-Bas	64 627	24 181	844	14 921	3 363	0	136	0	223	221	34	7	101	0	108 657
Portugal	1 240	332	219	434	59	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2 286

Tableau A-5

Ventilation par donateur^a des contributions extrabudgétaires versées en 2005 aux fins des activités opérationnelles des institutions spécialisées

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>OMS</i>	<i>FAO</i>	<i>ONUDI</i>	<i>OIT</i>	<i>UNESCO</i>	<i>CCI</i>	<i>AIEA</i>	<i>OACI</i>	<i>OMI</i>	<i>UIT</i>	<i>UPU</i>	<i>OMPI</i>	<i>OMM</i>	<i>OMT</i>	Total
République de Corée	6 617	457	152	361	998	0	81	0	772	0	0	952	20	500	10 910
République tchèque	61	539	129	0	128	0	325	0	0	20	1	0	0	0	1 204
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	254 642	22 941	825	17 331	4 038	0	214	0	511	0	9	42	262	0	300 815
Slovénie	100	0	1 097	0	5	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1 204
Suède	91 502	14 810	253	8 932	7 801	1 865	5	0	2 905	0	6	563	4	0	128 646
Suisse	12 093	2 997	3 796	2 298	2 416	1 800	14	0	38	0	141	84	217	0	25 895
Turquie	1 019	0	10 434	0	11	0	1	0	0	0	0	0	0	0	11 466
Autres pays	5 027	40 584	6 162	3 570	171 437	6 812	5 521	80 069	172	2 226	442	50	6 093	306	328 470
Total pays	1 185 667	255 299	58 541	162 348	282 219	26 504	14 748	80 173	6 248	6 123	1 292	5 016	10 634	806	2 095 617
Organisations intergouvernementales	165 019	72 658	8 903	6 838	4 578	3 656	1 108	2 303	0	1 434	0	436	0	0	266 932
Organisations non gouvernementales et secteur privé	122 530	474	306	2 379	23 548	255	0	50	3 971	48	0	201	695	212	154 668
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	287 549	73 132	9 209	9 217	28 126	3 911	1 108	2 353	3 971	1 482	0	637	695	212	421 601
Total général	1 473 216	328 431	67 749	171 565	310 345	30 415	15 855	82 526	10 219	7 605	1 292	5 653	11 329	1 018	2 517 218

^a Contributions d'un montant de 1 million de dollars et plus, hormis les contributions autofinancées.

Tableau A-6
**Ventilation par principal donateur des contributions extrabudgétaires
versées de 2001 à 2005 aux fins des activités opérationnelles
des institutions spécialisées**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2001	2002	2003	2004	2005
Allemagne	10 111	18 642	29 527	27 093	34 085
Australie	8 549	5 282	11 200	13 243	30 577
Autriche	4 165	4 043	3 320	5 549	6 665
Belgique	18 732	18 660	21 265	23 842	39 083
Canada	25 028	30 378	56 017	103 816	184 825
Danemark	28 681	23 615	23 990	16 509	31 322
États-Unis d'Amérique	92 068	102 031	143 725	174 150	310 332
Finlande	5 649	5 911	8 387	9 409	24 355
France	10 531	10 774	13 344	50 016	53 202
Italie	85 908	75 387	94 471	114 280	157 060
Japon	39 267	36 991	69 790	50 025	70 521
Norvège	50 664	63 852	75 031	76 844	131 106
Nouvelle-Zélande	212	901	1 629	1 279	3 410
Pays-Bas	144 505	82 486	81 606	93 424	108 657
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	82 781	88 198	152 480	137 498	300 815
Suède	28 204	27 302	36 895	84 980	128 646
Suisse	16 756	19 088	24 478	30 468	25 895
Autres pays	283 444	260 293	334 257	348 453	455 062
Total, pays	935 256	873 835	1 181 412	1 360 877	2 095 618
Organisations intergouvernementales	41 389	64 687	113 998	145 790	266 932
Organisations non gouvernementales et secteur privé	182 257	87 781	169 276	187 638	154 668
Total, organisations intergouvernementales et non gouvernementales et secteur privé	223 646	152 468	283 274	333 428	421 600
Non classé ailleurs ^a	30 388	5 796	2 169	4 389	0
Total général	1 189 291	1 032 099	1 466 855	1 698 694	2 517 218

^a Contributions non détaillées dans le rapport.

Tableau A-7
**Ventilation par institution spécialisée des contributions extrabudgétaires
versées de 2001 à 2005 aux fins d'activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	2001	2002	2003	2004	2005
OMS	625 736	452 163	626 944	774 076	1 473 216
FAO	161 360	181 727	256 838	303 476	328 431
ONUDI	38 710	44 748	51 608	75 124	67 749
OIT	82 899	66 557	140 461	141 263	171 565
UNESCO	199 684	188 101	233 953	248 311	310 345
CCI	12 461	17 333	21 819	28 767	30 415
AIEA	6 616	6 473	12 709	11 481	15 855
OACI	34 426	36 253	75 386	75 350	82 526
OMI	7 846	10 678	11 108	9 656	10 219
UIT	10 536	4 951	10 368	4 658	7 605
UPU	2 459	4 719	1 728	1 192	1 292
OMPI	6 559	4 187	6 643	10 461	5 653
OMM	0	11 778	16 451	12 057	11 329
OMT	0	2 432	837	2 822	1 018
Total	1 189 292	1 032 100	1 466 853	1 698 694	2 517 218

Tableau B-1
Vue d'ensemble des dépenses engagées de 2001 à 2005
par les organismes des Nations Unies au titre
des activités opérationnelles

(En millions de dollars des États-Unis courants)

	2001	2002	2003	2004	2005
Financées par le PNUD ^a	1 526	1 493	1 737	2 017	2 535
Financées au moyen de fonds administrés par le PNUD	501	645	675	800	1 118
Total, PNUD	2 027	2 138	2 412	2 817	3 653
Financées par le FNUAP	314	313	273	318	388
Financées par l'UNICEF	1 012	1 044	1 208	1 344	1 960
Financées par le PAM	1 744	1 592	3 275	2 900	2 892
Financées par le HCR	801	926	983	1 063	1 142
Financées par les institutions spécialisées					
Sur les budgets ordinaires	424	479	518	497	597
Au moyen de fonds extrabudgétaires ^b	1 613	1 772	1 992	2 126	2 726
Total, institutions spécialisées	2 037	2 252	2 510	2 623	3 323
Décaissements du FIDA ^c	297	272	289	314	344
Total général	8 231	8 537	10 950	11 377	13 702
Pour mémoire					
Accords de services de gestion PNUD ^d	136	149	114	96	84
Dépenses engagées par les institutions spécialisées, financées au moyen des contributions autofinancées	571	633	496	275	340

^a Au moyen de ses ressources centrales, y compris les dépenses financées à l'aide des contributions versées par les gouvernements au titre de la participation aux coûts.

^b Y compris les dépenses financées au moyen des contributions autofinancées par les gouvernements, c'est-à-dire de la part des ressources (extrabudgétaires) des gouvernements bénéficiaires destinée à être utilisée dans leur propre pays, comme indiqué à la rubrique Pour mémoire.

^c Versements au titre d'emprunts.

^d Services assurés par les gouvernements bénéficiaires de prêts et de crédits de banques internationales de développement ou de ressources provenant de donateurs bilatéraux. Les accords de services de gestion sont signés par le PNUD et exécutés au nom de ce dernier par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

Tableau B-2
**Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	FIDA	
États Membres bénéficiaires												
Afghanistan	180 476	166 721	347 197	4 884	50 228	94 040	56 336	4 811	41 368	46 179	0	598 864
Afrique du Sud	5 264	4 065	9 329	906	5 471	480	3 055	3 135	2 623	5 758	0	24 999
Albanie	4 124	4 993	9 117	397	3 613	2 103	1 955	729	3 696	4 424	2 962	24 571
Algérie	1 957	1 219	3 176	736	1 543	11 330	4 552	2 260	1 422	3 682	1 000	26 020
Allemagne	0	0	0	0	0	0	1 925	0	345	345	0	2 271
Andorre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Angola	26 069	4 515	30 584	1 920	32 214	50 777	21 004	2 751	12 164	14 915	3 129	154 544
Antigua-et-Barbuda	0	232	232	0	0	0	0	25	0	25	0	257
Arabie saoudite	0	1 449	1 449	0	0	0	1 854	1 101	13 379	14 480	0	17 783
Argentine	319 849	1 811	321 660	452	3 625	0	839	2 375	8 254	10 628	3 915	341 119
Arménie	3 511	2 193	5 704	589	1 210	2 345	1 847	1 379	145	1 524	2 229	15 447
Australie ^a	0	0	0	0	0	0	1 006	9	16	25	0	1 031
Autriche	0	0	0	0	0	0	1 251	0	142	142	0	1 392
Azerbaïdjan	10 311	648	10 959	664	3 411	5 548	3 482	1 427	416	1 843	3 288	29 195
Bahamas	0	0	0	0	0	0	0	375	31	406	0	406
Bahreïn	1 427	65	1 492	0	0	0	0	188	267	4 54	0	1 946
Bangladesh	29 293	4 618	33 911	5 395	55 867	35 938	2 878	10 069	13 713	23 782	13 921	171 691
Barbade	1 954	1 333	3 287	0	0	0	0	265	239	504	0	3 791
Bélarus	4 353	2 908	7 261	283	1 062	0	913	428	302	729	0	10 249
Belgique	0	0	0	0	0	0	2 878	0	195	195	0	3 074
Belize	472	311	783	0	963	0	0	283	217	500	368	2 614
Bénin	8 854	231	9 085	2 646	8 660	3 067	1 912	2 917	1 668	4 585	7 518	37 473
Bhoutan	2 111	649	2 760	2 246	2 926	2 287	0	2 030	198	2 227	1 238	13 685
Bolivie	20 041	2 475	22 516	1 493	9 721	4 279	0	2 207	3 775	5 982	2 503	46 493

Tableau B-2
Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	FIDA	
Bosnie-Herzégovine	12 769	6 441	19 210	337	4 388	0	10 639	780	3 661	4 441	2 147	41 162
Botswana	2 288	2 066	4 354	885	2 218	0	2 005	2 307	1 216	3 523	0	12 985
Brésil	141 552	7 434	148 986	1 105	10 929	0	1 848	3 721	152 965	156 687	2 878	322 432
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0	0	0	37	22	59	0	59
Bulgarie	27 187	1 099	28 286	276	0	0	1 028	752	1 005	1 758	0	31 348
Burkina Faso	21 444	616	22 060	2 674	13 778	3 699	0	3 463	6 987	10 450	6 931	59 592
Burundi	7 715	20 326	28 041	1 089	18 867	40 818	37 736	2 692	9 820	12 513	3 848	142 913
Cambodge	16 857	9 672	26 529	1 956	17 352	9 158	1 514	2 547	12 757	15 304	4 449	76 263
Cameroun	4 785	381	5 166	2 783	9 793	2 001	2 318	3 747	2 456	6 203	2 401	30 665
Canada	0	0	0	0	0	0	1 328	52	27	79	0	1 406
Cap-Vert	1 284	560	1 844	751	1 051	557	0	1 466	507	1 973	442	6 618
Chili	41 016	1 802	42 818	208	911	0	0	1 910	733	2 643	0	46 579
Chine	32 179	20 303	52 209	4 717	19 657	9 933	3 798	8 907	26 017	34 924	18 398	143 635
Chypre	8 393	9 561	17 954	0	0	0	629	147	6	153	0	18 735
Colombie	87 988	3 832	91 820	1 068	5 663	11 041	8 725	2 763	3 794	6 557	1 820	126 694
Comores	1 077	2 696	3 773	462	1 494	0	0	2 199	223	2 422	65	8 216
Congo	4 357	1 082	5 439	629	4 634	3 983	8 182	1 969	1 179	3 148	1 157	27 171
Costa Rica	993	1 294	2 287	587	758	0	1 374	1 230	1 365	2 595	730	8 331
Côte d'Ivoire	19 662	813	20 475	1 572	18 158	24 306	10 843	1 750	4 598	6 348	1 802	83 504
Croatie	1 532	2 236	3 768	0	637	0	4 587	1 010	471	1 480	0	10 471
Cuba	8 914	3 948	12 862	658	1 720	7 590	316	1 741	1 201	2 942	0	26 087
Danemark	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djibouti	922	1 192	2 114	445	2 753	5 046	3 536	1 843	1 090	2 933	0	16 827
Dominique	186	46	232	0	0	0	0	174	376	550	166	948
Égypte	39 788	5 949	45 737	1 828	15 009	4 452	4 269	3 481	9 646	13 128	10 469	94 891

Tableau B-2
**Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	FIDA	
El Salvador	20 879	1 567	22 446	804	3 417	2 107	0	1 532	3 211	4 743	6 621	40 139
Émirats arabes unis	1 587	49	1 636	0	0	0	0	42	362	405	0	2 041
Équateur	17 706	5 293	22 999	906	3 863	204	3 380	2 342	3 095	5 437	0	36 789
Érythrée	6 901	2 093	8 994	1 971	10 785	64 364	10 372	2 001	3 259	5 260	1 420	103 166
Espagne	0	0	0	0	0	0	1 261	0	385	385	0	1 646
Estonie	0	0	0	0	0	0	0	254	343	596	0	596
États-Unis d'Amérique	0	0	0	0	0	0	3 297	14	120	133	0	3 430
Éthiopie	19 365	1 800	21 165	4 185	83 253	336 239	16 059	4 841	27 709	32 550	14 996	508 447
Ex-République yougoslave de Macédoine	5 255	0	5 255	11	1 572	0	3 477	919	1 831	2 750	3 163	16 229
Fédération de Russie	27 654	2 786	30 440	617	10 761	8 019	15 004	1 579	10 491	12 070	0	76 911
Fidji	3 432	2 064	5 496	0	0	0	0	2 104	565	2 669	0	8 165
Finlande	0	0	0	0	0	0	0	0	70	70	0	70
France	0	0	0	0	0	0	2 540	0	1 260	1 260	0	3 800
Gabon	5 231	120	5 351	142	1 122	0	2 934	2 382	567	2 949	0	12 497
Gambie	2 183	90	2 773	587	1 905	2 148	648	2 247	688	2 935	1 889	12 385
Géorgie	7 057	5 095	12 152	505	1 840	4 622	4 623	1 454	387	1 841	628	26 211
Ghana	4 755	1 603	6 358	3 692	15 075	4 918	8 446	2 700	6 592	9 292	5 979	53 760
Grèce	0	0	0	0	0	0	1 429	106	466	572	0	2 001
Grenade	598	148	746	0	0	0	0	535	1 713	2 248	194	3 188
Guatemala	55 775	6 166	61 941	1 503	5 789	8 983	0	2 448	12 186	14 634	3 412	96 261
Guinée	2 574	1 974	4 548	1 378	9 446	12 455	18 404	2 651	2 005	4 656	1 674	52 561
Guinée-Bissau	4 401	5 126	9 527	1 038	3 446	3 110	0	2 023	419	2 443	0	19 564
Guinée équatoriale	2 138	71	2 209	1 579	1 481	0	0	2 045	263	2 308	0	7 574
Guyana	2 179	2 023	4 202	0	2 116	245	0	622	629	1 251	1 424	9 238

Tableau B-2
Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra-budgétaires	Total	FIDA	
Haïti	30 414	2 685	33 099	4 158	10 712	21 473	0	1 820	5 327	7 147	3 432	80 022
Honduras	130 102	3 319	133 421	2 702	1 966	3 643	0	1 241	4 044	5 285	3 126	150 143
Hongrie	0	0	0	0	0	0	2 047	603	99	702	0	2 749
Îles Marshall	0	0	0	0	0	0	0	240	3	243	0	243
Îles Salomon	0	0	0	0	0	0	0	1 459	1 176	2 635	0	2 635
Inde	25 702	9 432	35 134	13 672	115 207	12 986	3 332	12 589	76 427	89 017	16 184	285 531
Indonésie	28 613	42 460	71 073	15 735	121 417	133 775	24 072	9 354	31 424	40 778	1 075	407 925
Iran (République islamique d')	2 993	4 092	7 085	1 515	12 553	763	13 898	3 211	7 980	11 191	0	47 005
Iraq	25 626	101 824	127 450	4 716	104 933	28 940	25 432	2 091	149 804	151 896	0	443 366
Irlande	0	0	0	0	0	0	539	0	0	0	0	539
Islande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Israël	0	0	0	0	0	0	117	232	64	296	0	413
Italie	0	0	0	0	0	0	1 905	0	6 972	6 972	0	8 878
Jamahiriya arabe libyenne	1 258	118	1 376	0	0	2 326	720	1 125	4 693	5 818	0	10 240
Jamaïque	1 256	485	1 741	0	2 380	0	0	1 650	215	1 866	0	5 986
Japon	0	0	0	0	0	0	2 442	30	2 650	2 680	0	5 123
Jordanie	3 348	6 156	9 504	293	1 259	409	4 465	1 712	2 863	4 575	2 648	23 154
Kazakhstan	5 793	4 257	10 050	608	2 189	0	1 291	940	870	1 810	0	15 948
Kenya	10 545	11 445	21 990	3 767	14 736	79 968	35 395	3 116	5 385	8 501	5 543	169 901
Kirghizistan	6 262	2 110	8 372	841	1 338	4	2 213	763	1 47	2 209	480	15 457
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	723	41	764	0	764
Koweït	0	0	0	0	650	0	0	330	221	551	0	1 201
Lesotho	1 283	848	2 131	133	4 021	22 088	0	2 100	1 368	3 468	1 696	33 537
Lettonie	1 220	680	1 900	49	0	0	0	543	248	791	0	2 740

Tableau B-2
Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	FIDA	
Liban	7 270	3 925	11 195	613	1 279	0	3 042	1 338	3 159	4 496	1 344	21 969
Libéria	16 200	28 727	44 927	781	18 166	35 290	46 042	2 386	5 266	7 653	0	152 858
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	513	685	1 198	69	0	0	0	514	85	598	0	1 865
Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	2	2	0	2
Madagascar	6 370	1 635	8 005	1 453	10 534	6 960	0	2 613	5 191	7 804	4 599	39 355
Malaisie	1 601	4 563	6 164	480	1 137	0	2 711	1 582	130	1 712	0	12 204
Malawi	11 441	3 053	14 494	3 679	21 716	61 261	2 458	2 112	4 810	6 921	2 050	112 580
Maldives	7 612	5 603	13 215	1 625	24 563	4 719	0	2 098	4 380	6 478	0	50 601
Mali	6 197	1 340	7 537	1 650	15 605	17 025	0	3 076	3 291	6 367	6 650	54 834
Malte	0	0	0	0	0	0	35	416	8	424	0	459
Maroc	4 251	3 033	7 284	2 745	3 077	16	485	2 611	5 069	7 680	6 701	27 987
Maurice	207	1 075	1 282	- 11	0	0	0	1 659	95	1 754	1 467	4 492
Mauritanie	4 567	661	5 228	2 205	5 462	18 861	610	1 936	4 572	6 508	2 198	41 072
Mexique	7 936	7 089	15 025	2 179	4 082	0	1 607	2 402	17 345	19 747	2 249	44 889
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	0	0	0	0	315	35	350	0	350
Moldova	3 096	3 177	6 273	347	3 201	0	631	653	546	1 199	1 364	13 016
Monaco	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mongolie	3 683	1 182	4 865	1 049	2 822	0	195	3 202	2 020	5 222	3 444	17 597
Mozambique	12 983	1 582	14 565	5 894	21 398	45 470	2 411	2 817	7 260	10 076	7 988	107 802
Myanmar	21 612	2 337	23 949	4 022	18 227	9 119	4 341	6 410	3 309	9 719	0	69 378
Namibie	1 661	5 378	7 039	701	3 989	791	3 056	2 048	2 215	4 263	0	19 839
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	101	30	131	0	131
Népal	13 911	1 469	15 380	6 548	16 721	16 909	7 415	7 265	10 719	17 984	2 008	82 965
Nicaragua	18 894	3 758	22 652	2 504	5 778	9 082	0	1 456	2 255	3 711	673	44 400²

Tableau B-2
Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	FIDA	
Niger	6 747	822	7 569	3 291	30 218	44 069	0	3 008	20 420	23 428	996	109 572
Nigéria	13 506	21 451	34 957	7 929	59 785	0	2 844	5 136	59 671	64 807	7 037	177 359
Norvège	0	0	0	0	0	0	0	0	781	781	0	781
Nouvelle-Zélande ^a	0	0	0	0	0	0	0	0	16	0	0	16
Oman	0	0	0	155	470	0	0	1 076	1 163	2 239	0	2 863
Ouganda	6 687	940	7 627	3 801	35 217	110 744	18 255	2 918	8 914	11 832	7 994	195 470
Ouzbékistan	9 648	2 432	12 080	874	2 823	0	1 216	1 374	1 182	2 557	0	19 549
Pakistan	20 092	12 859	32 951	9 542	82 009	49 776	33 431	5 221	44 879	50 100	9 100	266 909
Palaos	0	0	0	0	0	0	0	82	0	82	0	82
Panama	79 144	838	79 982	500	920	0	846	1 023	20 836	21 859	1 994	106 100
Papouasie-Nouvelle- Guinée	2 594	1 357	3 951	722	3 178	0	456	3 184	1 141	4 325	0	12 632
Paraguay	24 586	1 270	25 856	819	2 139	0	0	981	117	1 098	- 78	29 834
Pays-Bas	0	0	0	0	0	0	0	0	230	230	0	230
Pérou	93 300	2 533	95 833	22 035	6 365	4 309	0	2 241	5 334	7 575	4 796	140 913
Philippines	6 187	12 244	18 431	5 692	8 237	0	190	2 789	7 505	10 294	4 316	47 160
Pologne	1 821	787	2 608	74	0	0	804	2 011	620	2 631	0	6 117
Portugal	0	0	0	0	0	0	56	40	23	63	0	119
Qatar	6 004	0	6 004	0	0	0	0	94	378	472	0	6 476
République arabe syrienne	5 130	0	5 130	1 952	1 207	3 900	1 828	2 380	2 450	4 830	3 754	22 601
République centrafricaine	15 764	1 939	17 703	2 322	7 467	3 702	3 335	3 199	1 465	4 664	0	39 193
République de Corée	1 387	1 852	3 239	0	0	0	515	269	2 142	2 411	0	6 165
République démocratique du Congo	98 678	115 265	213 943	6 952	67 468	62 023	32 177	3 444	19 087	22 531	0	405 094

Tableau B-2
Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD		Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Institutions spécialisées			Total	FIDA	Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD						Budgets ordinaires	Fonds extra-budgétaires				
République dominicaine	6 045	355	6 400	804	3 639	19	0	1 961	2 223	4 183	1 151	16 197	
République populaire démocratique de Corée	2 568	601	3 169	974	12 676	55 410	0	3 030	10 841	13 871	5 103	91 204	
République populaire démocratique lao	6 760	4 486	11 246	1 213	6 974	4 664	0	2 210	6 652	8 862	4 088	37 047	
République tchèque	0	0	0	0	0	0	872	799	582	1 381	0	2 253	
République-Unie de Tanzanie	28 240	2 584	30 824	5 099	20 127	43 649	29 458	3 457	8 834	12 291	9 583	151 030	
Roumanie	3 728	1 119	4 847	573	2 415	0	1 935	703	1 739	2 442	5 891	18 104	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	0	0	0	0	0	0	1 917	0	417	417	0	2 334	
Rwanda	6 980	1 677	8 657	1 864	7 495	18 768	7 449	2 440	2 442	4 882	7 058	56 174	
Sainte-Lucie	140	46	186	0	0	0	0	99	175	274	0	460	
Saint-Kitts-et-Nevis	0	204	204	0	0	0	0	19	18	37	0	241	
Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	132	93	225	0	0	0	0	66	15	81	0	306	
Samoa	814	2 559	3 373	0	0	0	0	1 905	183	2 087	0	5 460	
Sao Tomé-et-Principe	1 786	464	2 250	381	837	768	0	1 395	420	1 815	652	6 703	
Sénégal	4 483	3 986	8 469	2 418	7 230	6 221	1 853	2 686	4 858	7 543	13 821	47 555	
Serbie-Monténégro	7 825	9 653	17 478	0	5 589	0	22 712	845	8 477	9 322	0	55 100	
Seychelles	0	0	0	48	0	0	0	1 051	659	1 711	0	1 759	
Sierra Leone	6 385	2 007	8 392	1 654	14 782	13 330	22 112	2 089	4 379	6 468	0	66 738	
Singapour	0	0	0	0	0	0	53	26	162	188	0	240	
Slovaquie	5 455	7 239	12 694	0	0	0	713	665	306	972	0	14 379	

Tableau B-2
Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	FIDA	
Slovénie	0	0	0	0	0	0	513	450	196	646	0	1 159
Somalie	16 715	8 057	24 772	329	37 065	22 761	7 834	3 857	17 468	21 326	0	114 086
Soudan	39 491	4 944	44 435	8 092	154 487	684 970	62 843	5 003	57 451	62 454	6 862	1 024 143
Sri Lanka	6 622	21 365	27 987	2 856	74 196	60 801	17 770	4 651	24 218	28 868	1 558	214 036
Suède	0	0	0	0	0	0	1 905	0	592	592	0	2 497
Suisse	0	0	0	0	0	0	735	0	84	84	0	819
Suriname	0	0	0	0	0	0	0	611	19	629	0	629
Swaziland	624	360	984	517	3 668	10 774	0	1 931	682	2 614	1 577	20 133
Tadjikistan	10 317	4 705	15 022	748	3 582	13 234	1 252	908	2 251	3 159	0	36 997
Tchad	12 406	2 301	14 707	2 127	23 622	50 254	72 036	3 309	4 863	8 173	1 236	172 155
Thaïlande	4 608	6 991	11 599	2 138	12 530	400	8 852	5 622	4 282	9 905	0	45 424
Timor-Leste	10 837	4 878	15 715	1 485	7 259	1 331	523	1 847	988	2 835	0	29 147
Togo	9 826	299	10 125	642	3 500	289	0	2 110	1 491	3 601	0	18 156
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	843	98	941	0	941
Trinité-et-Tobago	5 430	709	6 139	0	0	0	0	864	706	1 570	0	7 709
Tunisie	1 229	1 657	2 886	436	954	0	265	1 968	3 015	4 983	5 463	14 987
Turkménistan	1 105	566	1 671	507	1 076	0	997	275	0	275	0	4 526
Turquie	5 673	3 902	9 575	1 054	3 280	0	8 000	863	2 676	3 539	1 599	27 046
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	86	34	120	0	120
Ukraine	5 204	3 590	8 794	650	2 886	0	2 761	1 371	2 155	3 526	0	18 617
Uruguay	13 126	1 403	14 529	450	1 039	0	0	785	1 025	1 811	948	18 776
Vanuatu	0	0	0	0	0	0	0	1 214	179	1 393	0	1 393
Venezuela (République bolivarienne du)	20 940	1 312	22 252	822	1 763	0	1 719	1 694	5 554	7 248	0	33 803
Viet Nam	10 651	2 653	13 304	7 596	13 262	0	490	5 149	13 347	18 496	7 452	60 599
Yémen	11 021	1 282	12 303	3 642	19 537	7 514	4 494	3 766	5 976	9 742	5 023	62 255

Tableau B-2
**Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD</i>			<i>Institutions spécialisées</i>								Total général
	<i>Ressources centrales</i>	<i>Fonds administrés par le PNUD</i>	Total	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Budgets ordinaires</i>	<i>Fonds extra- budgétaires</i>	Total	<i>FIDA</i>	
Zambie	5 285	290	5 575	1 751	8 263	52 010	13 184	3 175	2 747	5 922	4 921	91 626
Zimbabwe	7 515	3 289	10 804	4 404	14 087	67 998	1 799	2 520	6 717	9 237	0	108 328
Total, États Membres bénéficiaires	2 388 285	899 978	3 288 263	274 212	1 832 592	2 707 762	890 136	339 980	1 220 959	1 560 939	341 988	10 895 892
États non membres ou zones bénéficiaires												
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	0	0	32	65	97	0	97
Aruba	0	0	0	0	0	0	0	4	2	6	0	6
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cisjordanie et bande de Gaza	0	0	0	0	15 118	24 432	0	675	996	1 671	0	41 221
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane française	0	0	0	0	0	0	0	61	- 7	54	0	54
Hong Kong (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	38	0	38	0	38
Îles Caïmanes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Cook	0	0	0	0	0	0	0	379	88	467	0	467
Îles Tokélaou	0	0	0	0	0	0	0	71	0	71	0	71
Îles Turques et Caïques	0	0	0	0	0	0	0	13	9	21	0	21
Îles Vierges britanniques	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	0	0	12	151	162	0	162
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montserrat	60	0	60	0	0	0	0	0	0	0	0	60
Nioué	0	0	0	0	0	0	0	351	325	677	0	677

Tableau B-2
Ventilation par pays ou région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005
par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	PNUD			Institutions spécialisées								Total général
	Ressources centrales	Fonds administrés par le PNUD	Total	FNUAP	UNICEF	PAM	HCR	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	FIDA	
Nouvelle-Calédonie	0	0	0	0	0	0	0	22	0	22	0	22
Polynésie française	0	0	0	0	0	0	0	40	0	40	0	40
Porto Rico	0	0	0	0	0	0	0	9	39	48	0	48
Réunion	0	0	0	0	0	0	0	76	0	76	0	76
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	0	0	69	0	69	0	69
Autres ^b	12 506	2 867	15 373	2 228	1 040	139 734	0	473	9 556	10 029	1 500	169 904
Total, États non membres ou zones bénéficiaires	12 566	2 867	15 433	2 228	16 158	164 166	0	2 324	11 224	13 548	1 500	213 033
Total, tous pays et zones	2 400 851	902 845	3 303 696	276 440	1 848 750	2 871 928	890 136	342 304	1 232 183	1 574 487	343 488	11 108 925
Régions												
Afrique	0	3 086	3 086	10 470	15 668	4 861	16 976	49 888	302 403	352 291	0	403 352
Asie et Pacifique	0	268	268	11 149	15 585	15 074	104	36 851	102 393	139 244	0	181 424
Amériques	0	1 666	1 666	5 068	8 266	538	3 619	31 773	43 487	75 260	0	94 417
Asie occidentale	0	606	606	1 999	2 403	0	1 879	35 961	512 534	548 495	0	555 383
Europe	0	202	202	1 974	5 406	0	782	27 432	71 202	98 634	0	106 998
Mondial/interrégional	67 725	0	67 725	80 923	64 355	0	61 375	67 100	455 573	522 673	0	797 051
Autres ^b	66 491	209 166	275 657	0	0	0	166 761	5 684	6 070	11 754	0	454 172
Total, régions	134 216	214 994	349 210	111 582	111 683	20 473	251 497	254 689	1 493 662	1 748 351	0	2 592 796
Total général	2 535 067	1 117 839	3 652 906	388 022	1 960 434	2 892 401	1 141 632	596 993	2 725 845	3 322 838	343 488	13 701 722

^a Le montant correspondant au HCR rend compte de dépenses engagées en Nouvelle-Zélande.

^b Dépenses non détaillées dans le rapport.

Tableau B-3
**Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes
des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Afrique								
Algérie	3 176	736	1 543	11 330	4 552	3 682	1 000	26 020
Afrique du Sud	9 329	906	5 471	480	3 055	5 758	0	24 999
Algérie	3 176	736	1 543	11 330	4 552	3 682	1 000	26 020
Angola	30 584	1 920	32 214	50 777	21 004	14 915	3 129	154 544
Bénin	9 085	2 646	8 660	3 067	1 912	4 585	7 518	37 473
Botswana	4 354	885	2 218	0	2 005	3 523	0	12 985
Burkina Faso	22 060	2 674	13 778	3 699	0	10 450	6 931	59 592
Burundi	28 041	1 089	18 867	40 818	37 736	12 513	3 848	142 913
Cameroun	5 166	2 783	9 793	2 001	2 318	6 203	2 401	30 665
Cap-Vert	1 844	751	1 051	557	0	1 973	442	6 618
Comores	3 773	462	1 494	0	0	2 422	65	8 216
Congo	5 439	629	4 634	3 983	8 182	3 148	1 157	27 171
Côte d'Ivoire	20 475	1 572	18 158	24 306	10 843	6 348	1 802	83 504
Djibouti	2 114	445	2 753	5 046	3 536	2 933	0	16 827
Égypte	45 737	1 828	15 009	4 452	4 269	13 128	10 469	94 891
Érythrée	8 994	1 971	10 785	64 364	10 372	5 260	1 420	103 166
Éthiopie	21 165	4 185	83 253	336 239	16 059	32 550	14 996	508 447
Gabon	5 351	142	1 122	0	2 934	2 949	0	12 497
Gambie	2 273	587	1 905	2 148	648	2 935	1 889	12 385
Ghana	6 358	3 692	15 075	4 918	8 446	9 292	5 979	53 760
Guinée	4 548	1 378	9 446	12 455	18 404	4 656	1 674	52 561
Guinée-Bissau	9 527	1 038	3 446	3 110	0	2 443	0	19 564
Guinée équatoriale	2 209	1 576	1 481	0	0	2 308	0	7 574
Jamahiriya arabe libyenne	1 376	0	0	2 326	720	5 818	0	10 240
Kenya	21 990	3 767	14 736	79 968	35 395	8 501	5 543	169 901
Lesotho	2 131	133	4 021	22 088	0	3 468	1 696	33 537
Libéria	44 927	781	18 166	35 290	46 042	7 653	0	152 858
Madagascar	8 005	1 453	10 534	6 960	0	7 804	4 599	39 355
Malawi	14 494	3 679	21 716	61 261	2 458	6 921	2 050	112 580
Mali	7 537	1 650	15 605	17 025	0	6 367	6 650	54 834
Maroc	7 284	2 745	3 077	16	485	7 680	6 701	27 987
Maurice	1 282	- 11	0	0	0	1 754	1 467	4 492
Mauritanie	5 228	2 205	5 462	18 861	610	6 508	2 198	41 072
Mozambique	14 565	5 894	21 398	45 470	2 411	10 076	7 988	107 802

Tableau B-3

Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Namibie	7 039	701	3 989	791	3 056	4 263	0	19 839
Niger	7 569	3 291	30 218	44 069	0	23 428	996	109 572
Nigéria	34 957	7 929	59 785	0	2 844	64 807	7 037	177 359
Ouganda	7 627	3 801	35 217	110 744	18 255	11 832	7 994	195 470
République centrafricaine	17 703	2 322	7 467	3 702	3 335	4 664	0	39 193
République démocratique du Congo	213 943	6 952	67 468	62 023	32 177	22 531	0	405 094
République-Unie de Tanzanie	30 824	5 099	20 127	43 649	29 458	12 291	9 583	151 030
Réunion	0	0	0	0	0	76	0	76
Rwanda	8 657	1 864	7 495	18 768	7 449	4 882	7 058	56 174
Sainte-Hélène	0	0	0	0	0	69	0	069
Sao Tomé-et-Principe	2 250	381	837	768	0	1 815	652	6 703
Sénégal	8 469	2 418	7 230	6 221	1 853	7 543	13 821	47 555
Seychelles	0	48	0	0	0	1 711	0	1 759
Sierra Leone	8 392	1 654	14 782	13 330	22 112	6 468	0	66 738
Somalie	24 772	329	37 065	22 761	7 834	21 326	0	114 086
Soudan	44 435	8 092	154 487	684 970	62 843	62 454	6 862	1 024 143
Swaziland	984	517	3 668	10 774	0	2 614	1 577	20 133
Tchad	14 707	2 127	23 622	50 254	72 036	8 173	1 236	172 155
Togo	10 125	642	3 500	289	0	3 601	0	18 156
Tunisie	2 886	436	954	0	265	4 983	5 463	14 987
Zambie	5 575	1 751	8 263	52 010	13 184	5 922	4 921	91 626
Zimbabwe	10 804	4 404	14 087	67 998	1 799	9 237	0	108 329
Total, pays ou zone	842 139	110 949	877 128	2 056 139	522 895	511 215	170 812	5 091 277
Région	3 086	10 470	15 668	4 861	16 976	352 291	0	403 352
Total, Afrique	845 225	121 419	892 796	2 061 000	539 871	863 506	170 812	5 494 629
Asie et Pacifique								
Afghanistan	347 197	4 884	50 228	94 040	56 336	46 179	0	598 864
Australie ^b	0	0	0	0	1 006	25	0	1 031
Azerbaïdjan	10 959	664	3 411	5 548	3 482	1 843	3 288	29 195
Bangladesh	33 911	5 395	55 867	35 938	2 878	23 782	13 921	171 691
Bhoutan	2 760	2 246	2 926	2 287	0	2 227	1 238	13 685
Brunéi Darussalam	0	0	0	0	0	59	0	59
Cambodge	26 529	1 956	17 352	9 158	1 514	15 304	4 449	76 263

Tableau B-3

Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Chine	52 209	4 717	19 657	9 933	3 798	34 924	18 398	143 635
Fidji	5 496	0	0	0	0	2 669	0	8 165
Guam	0	0	0	0	0	0	0	0
Hong Kong (Chine)	0	0	0	0	0	38	0	38
Îles Cook	0	0	0	0	0	467	0	467
Îles Marshall	0	0	0	0	0	243	0	243
Îles Salomon	0	0	0	0	0	2 635	0	2 635
Inde	35 134	13 672	115 207	12 986	3 332	89 017	16 184	285 531
Indonésie	71 073	15 735	121 417	133 775	24 072	40 778	1 075	407 925
Iran (République islamique d')	7 085	1 515	12 553	763	13 898	11 191	0	47 005
Japon	0	0	0	0	2 442	2 680	0	5 123
Kazakhstan	10 050	608	2 189	0	1 291	1 810	0	15 948
Kirghizistan	8 372	841	1 338	4	2 213	2 209	480	15 457
Kiribati	0	0	0	0	0	764	0	764
Macao (Chine)	0	0	0	0	0	162	0	162
Malaisie	6 164	480	1 137	0	2 711	1 712	0	12 204
Maldives	13 215	1 625	24 563	4 719	0	6 478	0	50 601
Micronésie (États fédérés de)	0	0	0	0	0	350	0	350
Mongolie	4 865	1 049	2 822	0	195	5 222	3 444	17 597
Myanmar	23 949	4 022	18 227	9 119	4 341	9 719	0	69 378
Nauru	0	0	0	0	0	131	0	131
Népal	15 380	6 548	16 721	16 909	7 415	17 984	2 008	82 965
Nioué	0	0	0	0	0	677	0	677
Nouvelle-Calédonie	0	0	0	0	0	22	0	22
Nouvelle-Zélande ^b	0	0	0	0	0	16	0	16
Ouzbékistan	12 080	874	2 823	0	1 216	2 557	0	19 549
Pakistan	32 951	9 542	82 009	49 776	33 431	50 100	9 100	266 909
Palaos	0	0	0	0	0	82	0	82
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3 951	722	3 178	0	456	4 325	0	12 632
Philippines	18 431	5 692	8 237	0	190	10 294	4 316	47 160
Polynésie française	0	0	0	0	0	40	0	40
République de Corée	3 239	0	0	0	515	2 411	0	6 165
République démocratique populaire lao	11 246	1 213	6 974	4 664	0	8 862	4 088	37 047
République populaire démocratique de Corée	3 169	974	12 676	55 410	0	13 871	5 103	91 204

Tableau B-3

Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Samoa	3 373	0	0	0	0	2 087	0	5 460
Singapour	0	0	0	0	53	188	0	240
Sri Lanka	27 987	2 856	74 196	60 801	17 770	28 868	1 558	214 036
Tadjikistan	15 022	748	3 582	13 234	1 252	3 159	0	36 997
Thaïlande	11 599	2 138	12 530	400	8 852	9 905	0	45 424
Timor-Leste	15 715	1 485	7 259	1 331	523	2 835	0	29 147
Tokélaou	0	0	0	0	0	71	0	71
Tonga	0	0	0	0	0	941	0	941
Turkménistan	1 671	507	1 076	0	997	275	0	4 526
Tuvalu	0	0	0	0	0	120	0	120
Vanuatu	0	0	0	0	0	1 393	0	1 393
Viet Nam	13 304	7 596	13 262	0	490	18 496	7 452	60 599
Total, pays ou zone	848 086	100 304	693 418	520 795	196 666	482 198	96 102	2 937 570
Région	268	11 149	15 585	15 074	104	139 293	0	181 473
Total Asie et Pacifique	848 354	111 453	709 003	535 869	196 770	621 491	96 102	3 119 042
Amériques								
Antigua-et-Barbuda	232	0	0	0	0	25	0	257
Anguilla	0	0	0	0	0	0	0	0
Antilles néerlandaises	0	0	0	0	0	96	0	96
Argentine	321 660	452	3 625	0	839	10 628	3 915	341 119
Aruba	0	0	0	0	0	6	0	6
Bahamas	0	0	0	0	0	406	0	406
Barbade	3 287	0	0	0	0	504	0	3 791
Belize	783	0	963	0	0	500	368	2 614
Bermudes	0	0	0	0	0	0	0	0
Bolivie	22 516	1 493	9 721	4 279	0	5 982	2 503	46 493
Brésil	148 986	1 105	10 929	0	1 848	156 687	2 878	322 432
Canada	0	0	0	0	1 328	79	0	1 406
Chili	42 818	208	911	0	0	2 643	0	46 579
Colombie	91 820	1 068	5 663	11 041	8 725	6 557	1 820	126 694
Costa Rica	2 287	587	758	0	1 374	2 595	730	8 331
Cuba	12 862	658	1 720	7 590	316	2 942	0	26 087
Dominique	232	0	0	0	0	550	166	948

Tableau B-3

Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
El Salvador	22 446	804	3 417	2 107	0	4 743	6 621	40 139
Équateur	22 999	906	3 863	204	3 380	5 437	0	36 789
États-Unis d'Amérique	0	0	0	0	3 297	133	0	3 430
Grenade	746	0	0	0	0	2 248	194	3 188
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0
Guatemala	61 941	1 503	5 789	8 983	0	14 634	3 412	96 261
Guyana	4 202	0	2 116	245	0	1 251	1 424	9 238
Guyane française	0	0	0	0	0	54	0	54
Haïti	33 099	4 158	10 712	21 473	0	7 147	3 432	80 022
Honduras	133 421	2 702	1 966	3 643	0	5 285	3 126	150 143
Îles Caïmanes	0	0	0	0	0	0	0	0
Îles Turques et Caïques	0	0	0	0	0	21	0	21
Îles Vierges britanniques	0	0	0	0	0	1	0	1
Jamaïque	1 741	0	2 380	0	0	1 866	0	5 986
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0
Mexique	15 025	2 179	4 082	0	1 607	19 747	2 249	44 889
Montserrat	60	0	0	0	0	0	0	60
Nicaragua	22 652	2 504	5 778	9 082	0	3 711	673	44 400
Panama	79 982	500	920	0	846	21 859	1 994	106 100
Paraguay	25 856	819	2 139	0	0	1 098	- 78	29 834
Pérou	95 833	22 035	6 365	4 309	0	7 575	4 796	140 913
Porto Rico	0	0	0	0	0	48	0	48
République dominicaine	6 400	804	3 639	19	0	4 183	1 151	16 197
Sainte-Lucie	186	0	0	0	0	274	0	460
Saint-Kitts-et-Nevis	204	0	0	0	0	37	0	241
Saint-Vincent-et-les Grenadines	225	0	0	0	0	81	0	306
Suriname	0	0	0	0	0	629	0	629
Trinité-et-Tobago	6 139	0	0	0	0	1 570	0	7 709
Uruguay	14 529	450	1 039	0	0	1 811	948	18 776
Venezuela (République bolivarienne du)	22 252	822	1 763	0	1 719	7 248	0	33 803
Total, pays ou zone	1 217 421	45 757	90 256	72 976	25 277	302 887	42 322	1 796 896
Région	1 666	5 068	8 266	538	3 619	77 571	0	96 728
Total, Amériques	1 219 087	50 825	98 522	73 514	28 896	380 458	42 322	1 893 624

Tableau B-3

Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Asie occidentale								
Arménie	5 704	589	1 210	2 345	1 847	1 524	2 229	15 447
Arabie saoudite	1 449	0	0	0	1 854	14 480	0	17 783
Bahreïn	1 492	0	0	0	0	454	0	1 946
Chypre	17 954	0	0	0	629	153	0	18 735
Cisjordanie/Gaza	0	0	15 118	24 432	0	1 671	1 500	42 721
Émirats arabes unis	1 636	0	0	0	0	405	0	2 041
Géorgie	12 152	505	1 840	4 622	4 623	1 841	628	26 211
Iraq	127 450	4 716	104 933	28 940	25 432	151 896	0	443 366
Israël	0	0	0	0	117	296	0	413
Jordanie	9 504	293	1 259	409	4 465	4 575	2 648	23 154
Koweït	0	0	650	0	0	551	0	1 201
Liban	11 195	613	1 279	0	3 042	4 496	1 344	21 969
Oman	0	155	470	0	0	2 239	0	2 863
Qatar	6 004	0	0	0	0	472	0	6 476
République arabe syrienne	5 130	1 952	1 207	3 900	1 828	4 830	3 754	22 601
Turquie	9 575	1 054	3 280	0	8 000	3 539	1 599	27 046
Yémen	12 303	3 642	19 537	7 514	4 494	9 742	5 023	62 255
Total, pays ou zone	221 548	13 519	150 783	72 163	56 329	203 163	18 725	736 230
Région	606	1 999	2 403	0	1 879	548 495	0	555 383
Total, Asie occidentale	222 154	15 518	153 186	72 163	58 209	751 658	18 725	1 291 612
Europe								
Albanie	9 117	397	3 613	2 103	1 955	4 424	2 962	24 571
Allemagne	0	0	0	0	1 925	345	0	2 271
Andorre	0	0	0	0	0	0	0	0
Autriche	0	0	0	0	1 251	142	0	1 392
Bélarus	7 261	283	1 062	0	913	729	0	10 249
Belgique	0	0	0	0	2 878	195	0	3 074
Bosnie-Herzégovine	19 210	337	4 388	0	10 639	4 441	2 147	41 162
Bulgarie	28 286	276	0	0	1 028	1 758	0	31 348
Croatie	3 768	0	637	0	4 587	1 480	0	10 471
Danemark	0	0	0	0	0	0	0	0
Espagne	0	0	0	0	1 261	385	0	1 646
Estonie	0	0	0	0	0	596	0	596

Tableau B-3
**Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes
des Nations Unies au titre des activités opérationnelles**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Ex-République yougoslave de Macédoine	5 255	11	1 572	0	3 477	2 750	3 163	16 229
Fédération de Russie	30 440	617	10 761	8 019	15 004	12 070	0	76 911
Finlande	0	0	0	0	0	70	0	070
France	0	0	0	0	2 540	1 260	0	3 800
Grèce	0	0	0	0	1 429	572	0	2 001
Hongrie	0	0	0	0	2 047	702	0	2 749
Irlande	0	0	0	0	539	0	0	539
Islande	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie	0	0	0	0	1 905	6 972	0	8 878
Lettonie	1 900	49	0	0	0	791	0	2 740
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0		0
Lituanie	1 198	69	0	0	0	598	0	1 865
Luxembourg	0	0	0	0	0	2	0	2
Malte	0	0	0	0	35	424	0	459
Moldova	6 273	347	3 201	0	631	1 199	1 364	13 016
Monaco	0	0	0	0	0	0		0
Norvège	0	0	0	0	0	781	0	781
Pays-Bas	0	0	0	0	0	230	0	230
Pologne	2 608	74	0	0	804	2 631	0	6 117
Portugal	0	0	0	0	56	63	0	119
République tchèque	0	0	0	0	872	1 381	0	2 253
Roumanie	4 847	573	2 415	0	1 935	2 442	5 891	18 104
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	0	0	0	0	1 917	417	0	2 334
Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Siège	0	0	0	0	0	0	0	0
Serbie-et-Monténégro	17 478	0	5 589	0	22 712	9 322	0	55 100
Slovaquie	12 694	0	0	0	713	972	0	14 379
Slovénie	0	0	0	0	513	646	0	1 159
Suède	0	0	0	0	1 905	592	0	2 497
Suisse	0	0	0	0	735	84	0	819
Ukraine	8 794	650	2 886	0	2 761	3 526	0	18 617
Total, pays ou zone	159 129	3 683	36 125	10 121	88 969	64 994	15 527	378 548

Tableau B-3

Ventilation par région bénéficiaire des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

	<i>PNUD^a</i>	<i>FNUAP</i>	<i>UNICEF</i>	<i>PAM</i>	<i>HCR</i>	<i>Institutions spécialisées</i>	<i>FIDA</i>	Total
Région	202	1 974	5 406	0	782	98 736	0	107 100
Total, Europe	159 331	5 657	41 531	10 121	89 750	163 730	15 527	485 648
Total, pays, zones et régions	3 294 151	304 871	1 895 039	2 752 667	913 496	2 780 844	343 488	12 284 556
Mondial/interrégional	67 725	80 923	64 355	0	61 375	522 674	0	797 052
Autres ^c	291 030	2 228	1 040	139 734	166 761	19 322	0	620 115
Total général	3 652 906	388 022	1 960 434	2 892 401	1 141 632	3 322 840	343 488	13 701 723

^a Y compris les fonds administrés par le PNUD.^b Le montant correspondant au HCR rend compte de dépenses engagées en Nouvelle-Zélande.^c Dépenses non détaillées dans le rapport.

Tableau B-4
**Transferts de fonds entre organismes des Nations Unies
au titre des activités opérationnelles en 2005^a**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Source de financement :	PNUD	Fonds administrés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Institutions spécialisées	
		Budgets ordinaires				Fonds extrabudgétaires	
Bénéficiaires							
AIEA	0	0	0	0	0	64 666	8 891
CCI	196	0	0	0	0	0	22 955
CEA	0	0	0	0	0	3 714	5 747
CEE	0	0	32	0	0	1 513	7 938
CEPALC	0	0	524	0	0	2 969	7 940
CESAO	0	0	(25)	0	0	1 733	1 917
CESAP	92	0	305	0	0	0	11 826
CNUCED	420	0	0	0	0	814	26 677
DAES	6 034	(27)	41	0	0	6 863	38 708
FAO	2 071	31	609	0	0	50 327	332 247
FNUAP	0	0	268 907	0	0	0	0
OACI	5 211	0	0	0	0	0	70 846
OIT	2 934	0	0	0	0	16 984	169 041
OMI	0	0	0	0	0	6 191	4 232
OMM	93	0	0	0	0	0	11 039
OMPI	0	0	0	0	0	7 513	5 734
OMS	0	0	2 452	0	0	403 555	1 078 689
OMT	756	0	0	0	0	0	1 239
ONUDI	839	3 709	0	0	0	5 224	99 958
ONU-Habitat	8 836	1 077	0	0	0	0	70 029
PAM	0	0	0	0	2892 401	0	0
PNUD ^b	944 203	148 010	1 124	0	0	0	0
PNUE	0	0	0	0	0	8 002	75 691
UIT	679	0	0	0	0	5 375	7 088
UNESCO	1 232	344	87	0	0	0	280 059
UNICEF	0	0	0	1 960 434	0	0	0
UNITAR	0	0	65	0	0	0	0
UNRWA	0	0	0	0	0	18 990	462 035
UPU	0	0	0	0	0	561	1 009

Tableau B-4
**Transferts de fonds entre organismes des Nations Unies
 au titre des activités opérationnelles en 2005^a**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Source de financement :	PNUD	Fonds administrés par le PNUD	FNUAP	UNICEF	PAM	Institutions spécialisées	
						Budgets ordinaires	Fonds extrabudgétaires
Bénéficiaires							
Gouvernement	1 358 831	212 830	79 977	0	0	0	0
Autres organismes ^c	196 729	39 056	33 848	0	0	0	0
Non classé ailleurs	2 550	711 767	75	0	0	0	0
Total^c	2 531 706	1 116 797	388 022	1 960 434	2 892 401	604 995	2 801 536

^a Ce tableau est présenté à titre d'aperçu, bien qu'il soit incomplet en raison de l'absence de certains chiffres.

^b Y compris le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

^c Transferts destinés à des organisations non gouvernementales, sans détail disponible.

Tableau B-5
Ventilation^a par secteur des dépenses engagées en 2005 par les organismes des Nations Unies
au titre des activités opérationnelles

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

Classification des programmes du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination	PNUD		Total	Institutions spécialisées						Total général
	PNUD	Fonds administrés par le PNUD		FNUAP	UNICEF	PAM	Budgets ordinaires	Fonds extra- budgétaires	Total	
01 Affaires politiques	103 953	23 581	127 534	0	0	0	0	10 698	10 698	138 231
02 Questions concernant le développement général	792 695	447 092	1 239 787	0	445 057	0	14 087	43 412	57 499	1 742 344
03 Statistiques générales	91 053	20 887	111 940	0	56 138	0	1 546	521	2 067	170 145
04 Ressources naturelles	32 308	3 814	36 122	0	0	155 019	4 787	14 463	19 250	210 390
05 Énergie	25 963	24 407	50 370	0	0	0	5 316	7 508	12 824	63 194
06 Agriculture, sylviculture et pêche	14 736	988	15 724	0	0	184 582	57 840	346 021	403 861	604 168
07 Industrie	489 466	20 540	510 006	0	0	0	3 666	10 578	14 244	524 250
08 Transports	22 323	9 835	32 158	0	0	68 529	5 710	76 133	81 844	182 530
09 Communication et information	3 480	55	3 535	0	34 562	0	7 348	24 604	31 952	70 049
10 Commerce et développement	10 159	338	10 497	0	0	0	2 933	76 397	79 330	89 827
11 Population	26 018	1 992	28 010	388 022	0	0	0	1 729	1 729	417 761
12 Établissements humains	965	432	1 397	0	203	66 144	88	72 702	72 789	140 533
13 Santé	158 112	2 679	160 791	0	730 022	260 723	424 779	1 087 512	1 512 292	2 663 828
14 Éducation	103 037	2 515	105 552	0	310 745	353 206	5 301	143 866	149 167	918 670
15 Emploi	22 034	10 708	32 742	0	0	0	9 127	50 091	59 217	91 960
16 Assistance humanitaire	71 875	38 289	110 164	0	95 708	1 804 199	18 994	467 632	486 625	2 496 696
17 Développement social	47 794	38 804	86 598	0	81 235	0	5 073	121 219	126 292	294 125
18 Culture	12 912	2 899	15 811	0	0	0	27	38 300	38 327	54 138
19 Science et technologie	6 441	3 055	9 496	0	0	0	22 011	54 972	76 983	86 479
20 Environnement	50 972	50 726	101 698	0	206 764	0	8 003	65 029	73 032	381 494
21 Non spécifié	0	0	0	0	0	0	332	373	705	705
Autres secteurs ^b	448 770	414 215	862 985	0	0	0	25	12 085	12 110	875 095
Total	2 535 067	1 117 851	3 652 918	388 022	1 960 434	2 892 401	596 994	2 725 845	3 322 839	12 216 614

^a Cette ventilation est incomplète et doit être actualisée.

^b Non détaillés.

Tableau B-6
**Ventilation par source de financement des dépenses engagées de 2001 à 2005
au titre des activités opérationnelles dans les pays les moins avancés**

(En milliers de dollars des États-Unis courants)

<i>Source de financement</i>	<i>2001</i>	<i>2002</i>	<i>2003</i>	<i>2004</i>	<i>2005</i>
Principaux programmes du PNUD	230	241	298	515	758
Fonds administrés par le PNUD	95	158	166	278	442
Total, PNUD	325	399	464	793	1 200
FNUAP	89	107	111	115	116
UNICEF	447	373	562	645	939
PAM	942	941	1 481	1 453	2 007
HCR	280	409	386	458	509
Institutions spécialisées	261	297	338	338	509
FIDA	113	99	106	150	154
Total général	2 457	2 625	3 448	3 952	5 435